

Cote du document: EB 2011/103/R.11
Point de l'ordre du jour: 7 c)
Date: 3 août 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République démocratique populaire lao

Programme d'options stratégiques pour le pays

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Stefania Dina
Chargée de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2478
courriel: s.dina@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent troisième session
Rome, 14-15 septembre 2011

Pour: **Examen**

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
Carte des opérations du FIDA en République démocratique populaire lao	iv
Résumé de la stratégie pour le pays	v
I. Introduction	1
II. Contexte du pays	2
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	2
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	4
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	6
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	6
B. Enseignements tirés	6
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	7
A. Avantage comparatif du FIDA	7
B. Objectifs stratégiques	8
C. Perspectives d'innovation	11
D. Stratégie de ciblage	12
E. Articulation au niveau des politiques	13
V. Gestion du programme	13
A. Suivi du COSOP	13
B. Gestion du programme de pays	14
C. Partenariats	14
D. Gestion des savoirs et communication	15
E. Cadre de financement SAFF	15
F. Risques et gestion des risques	17
Appendices	
I. COSOP consultation process (Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP)	1
II. Country economic background (Situation économique du pays)	3
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	4
IV. Previous COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du précédent COSOP)	6
V. Project completion evaluation – Oudomxai Community Initiatives Support Project – agreement at completion point (Évaluation terminale du projet – Projet d'appui aux initiatives communautaires dans la province d'Oudomxai – accord conclusif)	7
VI. Indicative project pipeline during COSOP period (Réserve indicative de projets au cours de la période du COSOP)	11

Dossiers clés

Dossier clé 1: Rural poverty and agriculture-/rural-sector issues (Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)	17
Dossier clé 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis) (Matrice des organisations [Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])	18
Dossier clé 3: Complementary donor initiative/partnership potential (Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)	20
Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and potential response (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)	23

Sigles et acronymes

BAsD	Banque asiatique de développement
CIAT	Centre international d'agriculture tropicale
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
DAFO	Bureau de l'agriculture et des forêts
EGPP	Équipe de gestion du programme de pays
MAF	Ministère de l'agriculture et des forêts
MPI	Ministère du plan et de l'investissement
NAFES	Service national de vulgarisation agricole et forestière
NAFRI	Institut national de recherche agricole et forestière
OS	Objectif stratégique
PAFO	Bureau provincial de l'agriculture et des forêts
PAM	Programme alimentaire mondial
PFNL	Produit forestier non ligneux
S&E	Suivi-évaluation
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance

Carte des opérations du FIDA en République démocratique populaire lao



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. Ce programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) est aligné sur les politiques et stratégies du Gouvernement de la République démocratique populaire lao, notamment sur la Stratégie de développement agricole et rural et sur le septième Plan national de développement socioéconomique. Il est également conforme au Cadre stratégique du FIDA et aux principales politiques et stratégies du Fonds relatives au ciblage, à la problématique hommes-femmes, à la terre, aux populations autochtones et au changement climatique.
2. La République démocratique populaire lao s'est efforcée de mieux harmoniser les interventions en faveur du développement, ainsi qu'il en a été convenu dans la Déclaration de Vientiane. L'organisation de tables rondes de donateurs est essentielle pour assurer l'harmonisation. Le FIDA participe à des groupes de coordination des partenaires de développement, tels que le groupe de travail sur l'agriculture et les ressources naturelles, l'équipe de pays des Nations Unies et le partenariat REACH. À ce jour, le FIDA a collaboré de manière concluante avec des partenaires de développement tels que la Banque asiatique de développement, le Gouvernement luxembourgeois, l'Agence allemande de coopération internationale, la Direction du développement et de la coopération de la Suisse et le Programme alimentaire mondial (PAM). De nombreux partenaires de développement ont participé activement à l'élaboration du présent COSOP.
3. Conformément au consensus qui s'est dégagé des consultations menées dans le pays, le COSOP vise à offrir aux populations rurales pauvres davantage de possibilités d'améliorer durablement leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence. De concert avec les organismes publics et les partenaires de développement, le Fonds a mis en évidence les domaines dans lesquels il possède un avantage comparatif et complète les activités des autres donateurs. Concrètement, le COSOP a trois objectifs stratégiques: i) améliorer l'accès à la terre et aux ressources naturelles ainsi que leur gestion, au niveau communautaire; ii) améliorer l'accès aux services de conseil et aux intrants nécessaires pour que les systèmes agricoles soient durables, adaptatifs et intégrés; et iii) améliorer l'accès aux marchés pour certains produits.
4. Plusieurs questions intersectorielles sont communes aux trois objectifs: i) le renforcement des capacités des fonctionnaires, des bénéficiaires et des prestataires de services; ii) une participation suffisante des groupes ethniques; iii) la promotion de la participation des femmes, en tant que principaux partenaires, à tous les systèmes de production et de commercialisation; iv) des infrastructures ayant une importance stratégique pour les systèmes agricoles (par exemple, la petite irrigation villageoise) ou les marchés (par exemple, des routes reliant les villages aux marchés); v) la création de groupements d'agriculteurs et de producteurs ayant des intérêts communs; et vi) l'aptitude à faire face aux risques liés au climat et le renforcement de la capacité à s'adapter au changement climatique.
5. Le principal groupe cible du FIDA sera composé de ménages ruraux pauvres issus de divers groupes ethniques. Il sera subdivisé en deux principaux sous-groupes: i) les ménages fortement exposés à l'insécurité alimentaire et très vulnérables (souffrant d'un déficit en riz pendant plus de quatre mois par an), qui n'ont pratiquement pas accès aux marchés; et ii) les ménages pauvres qui sont moyennement exposés à l'insécurité alimentaire, mais peuvent accéder plus facilement aux marchés.
6. Les principaux obstacles à la bonne exécution du COSOP sont les suivants: i) manque de moyens au niveau des communautés et du gouvernement et nombre insuffisant d'ONG et de prestataires de services compétents; ii) manque de transparence au niveau du gouvernement concernant l'investissement étranger direct, la gestion des terres et le développement du secteur privé; et iii) phénomènes météorologiques extrêmes et effets du changement climatique.

7. Ces risques seront atténués grâce aux mesures suivantes: i) amélioration des partenariats, investissement en faveur du développement des capacités et renforcement de l'appui à l'exécution; ii) meilleur alignement des besoins définis grâce à la planification communautaire sur le cadre général d'action national. Pour faciliter la concertation en ce sens, le FIDA est en train de constituer un groupe de travail sur les orientations; et iii) régénération et bonne gestion des ressources naturelles, conservation de la biodiversité, évaluation des risques liés au climat et promotion et adoption de mesures adaptatives.

République démocratique populaire lao

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. Le FIDA souhaite être un partenaire de la République démocratique populaire lao dans le cadre des efforts que ce pays déploie pour ne plus figurer parmi les pays les moins avancés d'ici à 2020. Sa géographie propice aux liaisons terrestres offre de vastes possibilités de développement des marchés, sur lesquelles les programmes du FIDA feront fond pour améliorer les conditions de vie des populations rurales pauvres. Le pays est déterminé à faire valoir qu'il est une voie de passage, offrant les axes de transport terrestres les plus directs entre ses voisins qui ont accès à la mer.
2. La transition vers une économie et un pays caractérisés par de bonnes liaisons terrestres s'appuie sur les récents progrès des transports régionaux, accomplis dans le cadre des initiatives relatives à la sous-région du Grand Mékong. Des routes reliant la Chine, la Thaïlande et le Viet Nam ont été ouvertes et améliorées. Le couloir Est-Ouest de la sous-région du Grand Mékong relie maintenant Vientiane, la capitale, au grand port de Danang, situé à 500 kilomètres, dans la région centrale du Viet Nam. Le couloir Est-Ouest devrait relier par la suite le pays au Myanmar, à la Thaïlande et au Viet Nam. Sur l'autre axe, le couloir Nord-Sud de la Grande Autoroute asiatique relie le pays au Cambodge et à la Thaïlande au sud et au sud-ouest, et à la Chine au nord. Le démarrage des travaux pour la liaison ferroviaire entre la République démocratique populaire lao et ses voisins est imminent.
3. Depuis 1978, le FIDA a mis en œuvre un total de 11 projets de développement rural et de réduction de la pauvreté dans le pays, pour un montant total de 91,2 millions d'USD. Plus de 200 000 ménages ruraux ont bénéficié de ces projets.
4. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) définit les orientations et constitue le cadre de gestion concernant l'engagement du FIDA dans le pays de 2011 à 2015. Il fait fond sur la Stratégie nationale pour la croissance et l'éradication de la pauvreté, sur le septième Plan national de développement socioéconomique, sur la nouvelle Stratégie de développement agricole et rural et sur l'évaluation terminale du Projet d'appui aux initiatives communautaires dans la province d'Oudomxai; il est par ailleurs aligné sur la stratégie relative à la sous-région du Grand Mékong.
5. Le processus de consultation du COSOP a comporté plusieurs étapes: i) une analyse théorique des études et des rapports sur les opérations appuyées par le FIDA; ii) une mission de formulation organisée du 4 au 26 janvier 2011, qui a exploité les conclusions de la mission préparatoire au COSOP de décembre 2010; iii) un processus de consultation sur le terrain avec les organismes d'exécution, le secteur privé, les instituts de recherche, les partenaires de développement, les groupes ethniques et d'autres bénéficiaires; iv) la préparation de six études¹; v) un atelier de consultation sur le COSOP, avec les partenaires de développement et les parties prenantes, tenu le 25 janvier 2011; et vi) un atelier de validation organisé dans le pays le 19 mai 2011 (voir appendice I).

¹ Études réalisées pour le COSOP: i) Principes guidant le choix des filières; ii) Agriculture et organisations paysannes; iii) Analyse de la pauvreté et contexte institutionnel; iv) Gestion des ressources naturelles et changement climatique; v) Évaluation des ménages ruraux; et vi) Finance rurale.

II. Contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

6. Même si elle est associée à une inflation qui augmente régulièrement (atteignant 6% en 2009), une forte croissance économique (6,4% du PIB en moyenne) a été enregistrée en République démocratique populaire lao au cours des dix dernières années. L'évolution du PIB par habitant a été analogue, passant de 849 USD en 2008 à 878 USD en 2009. On estime toutefois que près de 39% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté national². La pauvreté, dont les taux sont compris entre 46 et 50%, est concentrée dans les hautes terres. La République démocratique populaire lao est le pays le plus rural de l'Asie du Sud-Est, 80% environ de sa population étant tributaire de l'agriculture et des ressources naturelles pour sa subsistance. Ce pays montagneux (80%) et largement boisé (40%) compte quelque 4% de terres arables.
7. Afin de contribuer à l'élimination de la pauvreté, le gouvernement centre de plus en plus son action sur les liaisons régionales et internationales (comme la coopération Sud-Sud), le développement des secteurs productifs en fonction du marché, et le renforcement de la capacité des populations rurales et de leurs communautés à se livrer à des activités économiques productives. Ces priorités sont appuyées par des investissements publics suivis en faveur des infrastructures et des services ainsi que par des investissements du secteur privé en faveur de la production et de la commercialisation, notamment l'agriculture et la foresterie.
8. Le volume, la nature et la complexité de l'investissement étranger direct et l'incidence que cet investissement a sur les moyens de subsistance des populations démunies ont mis en évidence combien il est important de renforcer les capacités et de définir plus précisément les orientations des organismes publics qui s'occupent des investissements et des terres. Les carences institutionnelles à l'échelon du district et de la province sont aggravées par l'insuffisance chronique des budgets, le manque de mobilité du personnel et l'incapacité à couvrir les frais de fonctionnement des structures publiques.
9. Le secteur industriel du pays repose principalement sur l'exploitation de ses abondantes ressources naturelles, notamment l'eau, les forêts et les ressources minières. L'exportation de l'hydroélectricité et des minéraux soutient de plus en plus la croissance économique. Depuis 2005, le secteur industriel a assuré en moyenne 26% du PIB, mais il est prévu qu'il augmentera rapidement dans les années à venir et dépassera 30%. La performance du secteur des services s'est progressivement améliorée – sa contribution annuelle au PIB étant en moyenne de 38% depuis 2005. Au cours de la même période, la part de l'agriculture est restée invariablement comprise entre 35 et 36% du PIB, chiffre qui s'explique en grande partie par l'amélioration des liens avec les marchés régionaux et par les investissements des pays voisins.

Agriculture et pauvreté rurale

10. **Aspects socioéconomiques.** Dans les zones reculées de la République démocratique populaire lao, la taille, la productivité et la diversité des exploitations agricoles sont insuffisantes pour protéger les ménages démunis des risques liés à l'appauvrissement des ressources, à la concurrence pour la terre et à la variabilité du climat ainsi qu'aux ravageurs et aux maladies. Immanquablement, dans les communautés pauvres, seuls de rares ménages produisent des excédents suffisants pour s'assurer des revenus convenables. L'irrégularité de l'offre et de la qualité, aggravée par le fait qu'il n'existe pas de système permettant d'organiser et de

² Données du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

regrouper la production commercialisable, continue de réduire les possibilités de création de richesse parmi les populations pauvres. Les efforts déployés par le gouvernement pour réguler les pratiques d'agriculture itinérante ont eu pour effet de réduire les périodes de jachère, ce qui a aggravé la concurrence pour les ressources.

11. Les segments de la population les plus pauvres et les plus vulnérables vivent dans les hautes terres et ne font pas partie de l'ethnie lao-tai (majoritaire dans le pays); ils appartiennent à l'un des 49 groupes ethniques reconnus par le gouvernement. Il ressort aussi de l'analyse que les causes de la pauvreté peuvent varier largement entre les divers groupes ethniques. Outre les causes communes, la pauvreté qui caractérise certains groupes ethniques est souvent liée aux éléments suivants: l'exclusion économique et sociale, la réinstallation hors des sites villageois traditionnels, les politiques de régulation de l'agriculture itinérante, les inégalités entre hommes et femmes, l'analphabétisme et la connaissance limitée de la langue lao.
12. La main-d'œuvre agricole est constituée à parts égales de femmes et d'hommes, et les femmes jouent un rôle largement prédominant dans la nutrition des ménages. Elles continuent toutefois d'être défavorisées au sein des communautés pour ce qui est de la direction des activités et des possibilités qui leur sont offertes. Les femmes des minorités ethniques sont particulièrement désavantagées en raison de l'insuffisance de leur maîtrise de la langue et du calcul, ce qui les empêche souvent d'avoir accès à l'information. De nombreux groupes ethniques ont pour usage de limiter l'accès des femmes aux réunions publiques et aux activités de formation assurées hors du village. Par ailleurs, tous les ministères disposent de plans d'action et de stratégies visant à promouvoir l'égalité entre les sexes au niveau du village, du district, de la province et du pays mais, dans les faits, l'application de ces plans a tendance à être inégale.
13. **Accès à la terre.** La terre n'est pas seulement la ressource la plus importante pour ce qui est des moyens d'existence agricoles, elle joue aussi un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire. En République démocratique populaire lao, l'accès à la terre est compromis du fait de la concurrence accrue pour la terre (avec notamment la multiplication des concessions foncières), et de la présence de munitions non explosées, surtout dans le Sud.
14. Le processus de planification de l'utilisation du sol et d'allocation des terres est prêt à être accéléré. L'Assemblée nationale a examiné la nécessité d'attribuer des titres de propriété, l'ampleur de la perte de terres par les communautés en raison notamment des concessions, et l'insuffisance de la productivité des terres. Le gouvernement est déterminé à soutenir ce processus.
15. En mars 2010, le Ministère de l'agriculture et des forêts (MAF) et l'Autorité nationale de gestion des terres ont publié conjointement un manuel de planification participative de l'utilisation des terres pour un usage agricole ou forestier à l'échelon des villages et des groupes de villages. Ce manuel est considéré comme un dispositif permettant d'associer la planification de l'utilisation des terres et leur allocation, et d'accélérer l'enregistrement des titres fonciers dans l'ensemble du pays. Le projet de plan-cadre national pour l'arpentage et l'allocation des terres, établi conjointement par le MAF et l'Autorité nationale de gestion des terres, sera approuvé par l'Assemblée nationale en 2011; l'allocation des terres devrait suivre.
16. **Gestion des ressources naturelles et changement climatique.** Ainsi qu'il a été mentionné, 80% de la population est tributaire de la base de ressources naturelles pour sa subsistance, tandis que près de 60% de l'investissement étranger direct est lié à l'environnement et aux ressources naturelles du pays. La République démocratique populaire lao est l'un des pays du bassin inférieur du Mékong les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Les modèles climatiques actuels prévoient une tendance à l'accroissement des précipitations (de 10 à 30%) dans le bassin du Mékong, qui se traduira par des pluies plus intenses et des saisons sèches

prolongées. De tels changements dans le régime des pluies accentueront les risques d'érosion, d'inondations, de glissements de terrain et d'incendies de forêt, tout en aggravant l'insécurité alimentaire. Le principal obstacle à la production agricole est la disponibilité d'eau pendant la saison sèche. La variabilité climatique – en particulier, ce qui semble être un accroissement de la fréquence et de la gravité des sécheresses dans certaines régions du pays – limite déjà la disponibilité de cette ressource essentielle pour la production familiale.

17. **Organisations paysannes et communautaires.** Les efforts visant à constituer des organisations paysannes et communautaires durables n'ont guère été couronnés de succès. Les ménages ont tendance à agir de façon indépendante et semblent souvent ignorer les avantages de l'action collective. Nombre des interventions stratégiques qui doivent être mises en œuvre dans le pays exigent des initiatives collectives ou communales. À cette fin, le MAF élabore actuellement un plan stratégique pour promouvoir les organisations paysannes. Les premières discussions font apparaître la réceptivité s'agissant des problèmes posés par la création d'organisations autonomes, et le souhait légitime que le gouvernement s'en tienne uniquement à la fourniture de services aux organisations paysannes, renonçant à tout rôle de coordination ou de gestion.
18. **Marchés.** Actuellement, les communautés rurales pauvres se heurtent aux obstacles suivants: accès difficile aux marchés (parfois saisonnier uniquement), coût élevé des transports, politiques locales restrictives, financements limités, absence d'informations sur les marchés, et pratiques commerciales ne laissant aucune place au risque (et reposant parfois sur l'exploitation). Les pratiques agricoles traditionnelles appliquées actuellement par les ménages pauvres sont caractérisées par les éléments suivants: offre irrégulière, volume limité, gamme restreinte de produits commercialisables (en particulier, les produits à valeur ajoutée) et mauvaise qualité, autant de facteurs qui obligent inmanquablement les agriculteurs à être des preneurs de prix. En outre, ainsi qu'il a déjà été noté, les agriculteurs ont tendance à agir de manière indépendante et à ne s'organiser que rarement en groupements.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Contexte institutionnel national

19. La République démocratique populaire lao est un État partie dont la société civile est récente et les cadres légaux et institutionnels, fragiles. Elle compte 16 provinces et une préfecture, qui englobe la capitale, Vientiane. Chaque province est composée de districts, et chaque district est divisé en groupes de villages ou *kum-ban*. Les organismes gouvernementaux sont représentés au niveau du pays, de la province et du district. Au niveau national, le MAF est l'organisme chef de file responsable de l'agriculture et du développement rural. Sa principale mission est d'élaborer des politiques, des stratégies et des plans d'action pour un développement agricole et rural axé sur le marché. Sous l'égide du MAF, l'Institut national de recherche agricole et forestière (NAFRI) et le Service national de vulgarisation agricole et forestière (NAFES) jouent un rôle important dans la mise en œuvre des stratégies agricoles.
20. Le Ministère du plan et de l'investissement (MPI) est responsable de la planification et du suivi tant du Plan national de développement socioéconomique que des programmes publics d'investissement ainsi que de la Stratégie nationale pour la croissance et l'éradication de la pauvreté.
21. Au niveau provincial, le Département du plan et de l'investissement et le Bureau provincial de l'agriculture et des forêts (PAFO) sont les homologues respectifs du MPI et du MAF. La décentralisation se poursuit au niveau du district avec un Bureau de l'agriculture et des forêts (DAFO).

22. Sur la base de l'indice d'évaluation des politiques et institutions nationales de la Banque mondiale, la performance du pays est médiocre s'agissant de gestion du secteur financier, de protection sociale, de mobilisation des ressources ainsi que de transparence, de responsabilité et de corruption. La gouvernance est caractérisée par les rapports entre gouvernement national et gouvernement provincial. Bien que les politiques soient définies au niveau central, les gouverneurs provinciaux jouissent d'une autonomie importante qui vient parfois ralentir la mise en œuvre de la politique nationale.

Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

23. En République démocratique populaire lao, la politique de développement est régie par deux grands documents d'orientation, à savoir le Plan national de développement socioéconomique et la Stratégie nationale pour la croissance et l'éradication de la pauvreté. Le Plan national actuel (2011-2015) couvre les principaux secteurs d'activité ainsi qu'un certain nombre de secteurs d'appui, de priorités multisectorielles et de programmes nationaux visant expressément l'éradication de la pauvreté. Le plan s'articule autour des thèmes suivants: développement économique; développement social et culturel; protection de l'environnement, gestion des ressources naturelles et développement durable; développement des entreprises; développement régional et local; gouvernance; sécurité publique et défense nationale; coopération internationale et régionale; et industrialisation et modernisation.
24. Les pièces maîtresses de la Stratégie nationale pour la croissance et l'éradication de la pauvreté sont au nombre de trois: croissance économique équitable, développement socioculturel et protection de l'environnement. Ses objectifs sont les suivants: industrialisation; amélioration et élargissement des systèmes d'éducation, de formation et de santé; amélioration des conditions d'existence des groupes d'origines ethniques diverses; renforcement de la participation communautaire au processus national de développement; promotion du développement des ressources humaines et de l'éradication de la pauvreté de masse; et stabilisation de la culture itinérante.
25. Pour 2011-2020, la Stratégie de développement agricole du MAF, qui cible des domaines précis, privilégie une utilisation plus durable des terres par le biais d'une agriculture basée sur l'élevage, des produits forestiers non ligneux (PFNL), de l'exploitation des hautes terres et de systèmes d'allocation foncière plus viables. La difficulté sera maintenant de parvenir à concrétiser ces objectifs, compte tenu des moyens restreints et du défaut d'intégration entre les différents niveaux de l'administration.

Harmonisation et alignement

26. La République démocratique populaire lao s'est efforcée, en application de la Déclaration de Vientiane, de mieux harmoniser les interventions de développement. En ce sens, la table ronde des donateurs constitue un outil essentiel. Le FIDA participe à des groupes de coordination de partenaires de développement, tels que le groupe de travail sur l'agriculture et les ressources naturelles, l'équipe de pays des Nations Unies et le partenariat REACH. Le Fonds possède une riche expérience de collaboration et de coordination institutionnelles. Lors de l'atelier de consultation organisé dans le cadre du COSOP, les partenaires de développement ont félicité le FIDA pour sa capacité d'"écoute", qui en fait l'une des rares organisations suffisamment flexibles pour travailler avec toute une gamme de partenaires de développement. À ce jour, le Fonds a collaboré de manière concluante avec la Banque asiatique de développement (BASD), le Gouvernement luxembourgeois, l'Agence allemande de coopération internationale, la Direction du développement et de la coopération de la Suisse, le Programme alimentaire mondial (PAM), le secteur privé et des instituts de recherche nationaux et internationaux comme le NAFRI et le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT). De nombreux partenaires de

développement ont participé activement à l'élaboration du présent COSOP (voir appendice I).

27. Par ailleurs, le FIDA garantit tant son engagement en faveur des politiques gouvernementales - Stratégie nationale pour la croissance et l'éradication de la pauvreté, septième Plan national de développement socioéconomique et Stratégie de développement agricole du MAF 2011-2020 – que son alignement sur celles-ci (de même que sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement), ainsi qu'avec le Cadre stratégique du FIDA. De concert avec les organismes gouvernementaux et les partenaires de développement, le présent COSOP a mis en lumière les domaines dans lesquels le Fonds possède un avantage comparatif et complète les activités des autres donateurs.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

28. Le dernier COSOP appuyé par le FIDA (2006-2010) couvrait quatre projets – trois pour la mise en œuvre et le quatrième pour la conception et l'exécution:
- le Projet de gestion durable des ressources naturelles et d'accroissement de la productivité, lancé par la BASD (approuvé en 2008);
 - le Projet de promotion de moyens de subsistance durables dans la région Nord par le développement de l'élevage, lancé par la BASD (approuvé en 2006);
 - le Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales dans les provinces d'Attapeu et de Sayabouri (approuvé en 2005); et
 - le Projet d'appui aux initiatives communautaires dans la province d'Oudomxai (clos en septembre 2010).
29. Le COSOP 2006 avait pour objectif d'accélérer la croissance économique et d'améliorer durablement les moyens de subsistance des populations rurales pauvres, en particulier des femmes et autres groupes vulnérables. Nombreuses sont les interventions du FIDA qui ont également compté des composantes éducation et santé, en grande partie afin de garantir que les bénéficiaires disposent des instruments et des infrastructures nécessaires pour parvenir à une croissance autoentretenu.
30. Alors que les projets mis en œuvre dans le cadre du précédent COSOP ont offert un certain appui aux actifs de production des ménages, la portée et les priorités d'investissement ont essentiellement concerné le renforcement des capacités. Il ressort de la récente évaluation du Projet d'appui aux initiatives communautaires dans la province d'Oudomxai que, alors que l'éventail des interventions initialement proposées était vaste, les avantages étaient concentrés dans certains domaines et que la plupart n'étaient pas nécessairement régis par la demande. Ainsi, s'agissant de gestion des ressources naturelles et de productivité agricole, les réalisations se sont révélées bien en deçà des attentes. Les résultats d'ensemble des projets achevés et en cours montrent néanmoins: i) que les capacités et les services des organismes d'exécution ont été renforcés; et ii) que les moyens de subsistance des villages et ménages bénéficiant directement de l'appui fourni par les projets se sont sensiblement améliorés.

B. Enseignements tirés

31. Les principaux enseignements intéressants cette stratégie sont les suivants:
- L'appui du FIDA devrait concerner en priorité les moyens de subsistance tirés de l'agriculture et les ressources naturelles connexes. Le Fonds devrait forger des partenariats avec d'autres donateurs dans une optique de complémentarité accrue des activités.

- Le renforcement des capacités et la gestion des savoirs continuent d'être essentiels pour toutes les parties prenantes – organismes techniques, vulgarisateurs et ménages bénéficiaires.
- Des liens doivent être instaurés avec les services de vulgarisation, publics ou privés, en mesure de promouvoir la sécurité foncière, la productivité de l'agriculture et de l'élevage, et l'accès aux marchés.
- Le développement agricole axé sur le marché doit tenir compte des possibilités et des difficultés que comporte l'investissement étranger à grande échelle dans les secteurs foncier et minier.
- Une approche axée sur le marché devrait être adoptée afin de renforcer les liens entre agriculteurs, transporteurs et commerçants.
- Le rôle joué par les groupes de la société civile et le secteur privé dans la conception et la mise en œuvre du programme de pays du FIDA devrait bénéficier d'une attention renforcée.
- Pour chaque groupe, le ciblage devrait reposer sur des approches adaptées et spécifiques (utilisation de la langue des groupes ethniques et prise en compte des diversités culturelles) afin de garantir qu'une plus grande proportion de villageois pauvres bénéficient de l'appui du projet.
- La diversification agricole et la récolte durable de PFNL doivent occuper une place plus importante.
- Des systèmes décisionnels décentralisés devraient être encouragés, et les districts devraient être davantage responsabilisés.
- La participation des communautés à la planification et à la mise en œuvre des activités devrait constituer la priorité, en particulier les femmes et les jeunes.
- Les structures d'exécution parallèles, comme les unités de gestion de programme, devraient être évitées.
- Pour chaque projet, et ce dès le démarrage, le fonctionnement et l'entretien des infrastructures devraient constituer une priorité.
- Les synergies entre les dons (guichet régional et guichet-pays) et les programmes d'investissement devraient être renforcées.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

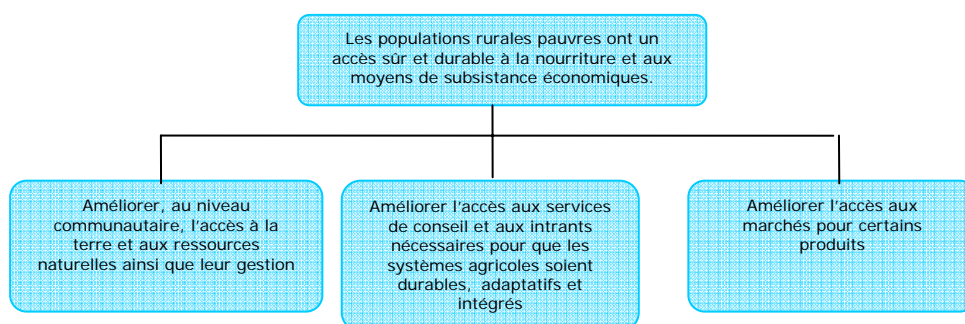
A. Avantage comparatif du FIDA

32. Il ressort du consensus qui s'est dégagé lors du processus de consultation relatif au présent COSOP que le FIDA devrait à l'avenir axer ses interventions sur des domaines où il possède un avantage comparatif. Au niveau du pays, celui-ci se caractérise par son aptitude à: i) tirer pleinement parti de sa capacité de ciblage des groupes pauvres et vulnérables des zones rurales; ii) améliorer les moyens d'existence des bénéficiaires en adoptant une approche participative; et iii) renforcer son influence en forgeant avec d'autres donateurs des partenariats institutionnels judicieux et en maintenant d'étroites relations avec le gouvernement national et sous-national.
33. La mission centrale du FIDA dans le secteur rural et agricole ressort nettement de ce COSOP, axé sur une approche intégrée de la sécurité alimentaire, des systèmes de production agricole et des liens avec les marchés. La priorité accordée au secteur agricole permet de garantir non seulement la concentration des ressources disponibles dans des domaines où le FIDA peut faire la différence, mais également un meilleur alignement sur l'engagement pris par le gouvernement de réduire la pauvreté, conformément à l'Objectif du Millénaire pour le développement, ainsi que sur la nouvelle Stratégie de développement agricole. Cette approche ouvre la voie à

la mise en œuvre, par des partenaires de développement possédant un avantage comparatif dans ces domaines, d'investissements harmonisés en faveur des services sociaux.

B. Objectifs stratégiques

34. Le but du présent COSOP est de garantir aux populations rurales pauvres un accès sûr et durable à la nourriture et à des moyens de subsistance économiques. Une approche intégrée et souple, en fonction des difficultés propres à la zone, est essentielle et sera mise en œuvre sur la base de trois objectifs stratégiques interdépendants (OS):



35. **OS 1: améliorer, au niveau communautaire, l'accès à la terre et aux ressources naturelles ainsi que leur gestion.** Le premier objectif stratégique du FIDA vise à améliorer l'accès à la terre et aux ressources naturelles, ainsi que leur gestion, en fournissant un appui aux groupements d'agriculteurs et d'utilisateurs des ressources. Les effets suivants sont attendus dans le cadre de cet objectif stratégique:

- Les groupements de producteurs sont toujours plus à même de protéger leurs intérêts et leurs droits sur la terre et les ressources naturelles.
- Les groupements de producteurs planifient et supervisent de manière itérative la récolte durable et la domestication des PFNL.
- Des modèles viables de gestion des ressources forestières au niveau des villages sont élaborés et efficacement mis en œuvre par le biais d'approches communautaires.
- L'accès durable à l'eau et son utilisation à des fins domestiques et productives sont garantis grâce à une planification améliorée des sous-bassins.

36. Ces effets devraient être obtenus grâce à:

- l'établissement de points d'accès publics afin de diffuser les savoirs relatifs aux droits communautaires et individuels;
- un appui à l'amélioration de la sécurité foncière, en particulier pour les terres communales;
- un appui constant aux groupements de producteurs impliqués dans la gestion durable et le développement des forêts;
- une gestion des PFNL fondée sur la connaissance des modes traditionnels de faire-valoir des PFNL dans les communautés cibles; des plans durables de récolte et/ou de domestication;
- la planification, au niveau villageois, des besoins en eau de manière à maximiser les ressources disponibles tout en encourageant des modalités simples de collecte de l'eau; et
- des campagnes de sensibilisation visant à tirer au mieux parti des avantages liés à la restauration des forêts et à la protection des bassins versants.

37. Le FIDA appuie un processus d'allocation des terres qui repose sur une consultation attentive tenant dûment compte des catégories d'utilisation des terres au niveau du village, dans le respect des droits coutumiers. L'objectif est non seulement d'améliorer la productivité et la sécurité alimentaire, mais également de réduire les conflits fonciers des populations rurales pauvres.
38. Lorsque le cadre politique et législatif appuie la gestion communautaire des ressources naturelles, il est nécessaire, pour pouvoir renforcer l'impact et promouvoir la reproduction à plus grande échelle, de développer les capacités et les partenariats.
39. L'instauration d'un partenariat avec la Fédération des femmes lao permettra de multiplier les avantages tangibles au profit des femmes. De plus, l'OS 1 devrait mettre à profit d'autres synergies, notamment les liens avec des initiatives actuellement mises en œuvre par des partenaires de développement du FIDA, comme l'Initiative pour l'agrobiodiversité (TABI), l'Initiative pour les couloirs de conservation de la biodiversité pour la sous-région du Grand Mékong, et le cadre national pour la mise à l'essai de modalités de paiement des services environnementaux pour la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD plus)³, appuyé par le partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier de la Banque mondiale.
40. **OS 2: améliorer l'accès aux services de conseil et aux intrants nécessaires pour que les systèmes agricoles soient durables, adaptatifs et intégrés.** Étant donné les difficultés auxquelles sont toujours confrontées les communautés rurales pauvres, il est proposé que cet objectif stratégique ait les effets ci-après:
- La production est accrue durablement.
 - L'équilibre de la ration alimentaire des ménages pauvres est meilleur, notamment pour les femmes et les enfants.
 - La capacité de résistance et d'adaptation à la variabilité climatique ainsi qu'aux invasions de ravageurs et aux épidémies est renforcée.
41. Ces effets devraient être obtenus grâce à:
- l'introduction de systèmes d'exploitation agricole associant efficacement le petit maraîchage, l'élevage, l'aquaculture, la culture et le recours aux PFNL;
 - un processus de diversification des cultures dans lequel des campagnes agricoles multiples intègrent des cultures de saison sèche en mesure de tirer parti de l'humidité résiduelle du sol et de faibles précipitations;
 - de simples pratiques de conservation des terres en pente, notamment le recours accru à l'agroforesterie;
 - une gestion améliorée de la jachère (notamment la culture de légumineuses pérennes);
 - des services de vulgarisation offerts aux groupes ethniques dans leur propre langue et tenant compte des diversités culturelles;
 - la fourniture accrue de matériel génétique fiable et adapté – semences et variétés –, résistant à la sécheresse et aux maladies, à maturation rapide, et à forte productivité et haute valeur nutritionnelle;
 - l'adoption de techniques traditionnelles communautaires, à petite échelle, d'irrigation et de collecte de l'eau afin de maximiser l'utilisation de terres arables;
 - la cartographie des risques et des systèmes d'alerte rapide permettant de prévoir les risques;

³ "REDD plus" va au-delà de la déforestation et de la dégradation des forêts et touche la conservation, la gestion durable des forêts et l'augmentation des stocks de carbone forestier.

- l'amélioration de la lutte contre les ravageurs et les maladies (campagnes de vaccination du cheptel, lutte phytosanitaire intégrée et contrôle des rongeurs sur le terrain); et
 - l'amélioration de la gestion des produits après-récolte.
42. Malgré la participation active du NAFRI, appuyé par le Groupe consultatif lao sur les centres internationaux de recherche agricole, l'introduction et l'adoption de pratiques culturales améliorées ont été lentes. À l'heure actuelle, les capacités et les connaissances techniques du NAFRI, du NAFES, du PAFO et du DAFO nécessaires pour contribuer à la transformation des pratiques agricoles traditionnelles en systèmes de culture intégrés sont limitées. De plus, l'accès des agriculteurs à l'information est insuffisant, en particulier s'agissant des outils décisionnels. Ils n'ont que peu de possibilités d'effectuer des choix qui tiennent compte des spécificités de leur environnement de production. Par conséquent, il est proposé que le FIDA joue un rôle d'encadrement (par l'intermédiaire du NAFRI, du NAFES, du PAFO, du DAFO, des prestataires de services privés et des ONG) au sein de ses provinces cibles afin d'appuyer la mise en œuvre de ces processus et de favoriser le renforcement des capacités des communautés, du secteur privé et des organismes de fourniture de services.
43. **OS 3: améliorer l'accès aux marchés pour certains produits.** Pour ce faire, cet objectif stratégique s'attachera à produire les effets ci-après:
- Les revenus des agriculteurs augmentent et les flux d'avantages croissent grâce à l'amélioration de l'accès aux filières établies, et de leur fonctionnement.
 - Au niveau villageois, les groupements de producteurs organisent la production, la commercialisation, la conservation et la sensibilisation.
 - Les revenus augmentent grâce aux possibilités d'ajout de valeur au niveau local.
 - Des services techniques, commerciaux et financiers améliorés appuient les groupements de production et d'intérêt au niveau villageois.
 - La saturation des marchés et les fluctuations importantes de prix sont évitées, en particulier durant les périodes de pointe de récolte, grâce à une meilleure gestion des quantités de produits arrivant sur le marché (recours à l'entreposage et gestion des stocks plus efficiente).
44. Ces effets devraient être obtenus grâce à:
- des organisations paysannes qui jouent le rôle: i) de coordonnateurs de la fourniture de services techniques aux communautés; ii) d'instances représentant les intérêts des agriculteurs; et iii) d'intermédiaires entre l'ensemble de la production et les débouchés sur les marchés;
 - l'expansion d'activités commerciales axées sur le marché mettant en jeu tant les négociants que les organisations paysannes; ces activités concerneront la gestion d'un nombre croissant de transactions de produits, l'objectif étant de substituer les importations au niveau local et régional par des possibilités d'exportation;
 - l'utilisation de contrats à terme comme moyen de financement du commerce et d'investissements en équipement pour des activités à valeur ajoutée au niveau villageois, avec le commerce standardisé de produits de base et à valeur ajoutée par l'intermédiaire des négociants et des exportateurs;
 - la production villageoise et au commerce de produits à valeur ajoutée destinés aux marchés locaux et régionaux;
 - un financement commercial des échanges et des investissements par l'intermédiaire des organisations paysannes, en particulier pour l'expansion de la culture, de l'élevage et du commerce des PFNL ainsi que d'une production locale à valeur ajoutée; et

- une infrastructure routière stratégique reliant les villages aux principaux points de vente.
45. Si l'on veut atteindre l'OS 3, il est impératif de mettre en place des organisations paysannes adaptées et de favoriser leur liaison tant avec les marchés qu'avec le secteur financier. Cela suppose une étroite coordination entre le DAFO et les organismes opérationnels au niveau local (pour l'industrie et le commerce, par exemple) afin d'impliquer de manière stratégique les prestataires de services privés et les ONG. Ceux-ci pourront à leur tour contribuer à la mise en place et au développement d'organisations viables, l'objectif étant des résultats consolidés et une production à valeur ajoutée. De plus, ces organisations seront censées faciliter les transactions nationales et les exportations et tisser des liens avec les organismes commerciaux de financement (à travers les plans bancaires au niveau villageois, par exemple). Au niveau du district, le personnel du gouvernement devra également faciliter les transactions initiales entre négociants et organisations paysannes (par exemple, par le biais des foires commerciales de district). En outre, au fur et à mesure que s'élargiront les marchés et les échanges, il faudra aider le secteur privé à développer des infrastructures commerciales, et à y investir, y compris les procédures requises pour l'entreposage commercial, le contrôle de la qualité, la stabilisation des prix du marché et les marchés de vrac. Afin d'atténuer les éventuels effets négatifs des concessions foncières à long terme pour les communautés environnantes, il faudrait envisager la mise en place de dispositifs tels que les contrats à terme pour l'achat de biens et de services et les contrats de sous-traitance entre les exploitants locaux et les propriétaires des concessions. Les communautés locales pourraient ainsi saisir les possibilités économiques offertes par ces mêmes concessions.
46. Enfin, au niveau du district, les investissements en faveur d'une infrastructure routière stratégique peuvent bénéficier d'un appui, de même que les investissements des organisations paysannes dans des systèmes traditionnels d'irrigation et de collecte de l'eau, sur la base de plans agricoles communautaires.
47. Un certain nombre de thématiques intersectorielles sont communes aux trois objectifs stratégiques, à savoir: i) le renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires de fourniture de services; ii) un engagement adapté, à l'écoute des groupes ethniques, tenant compte de leur culture et de leur identité; iii) la promotion de la participation des femmes, en tant que principaux partenaires, à tous les systèmes de production et de commercialisation; iv) des infrastructures stratégiques liées aux systèmes agricoles ou aux marchés; v) la formation de groupements d'agriculteurs et de producteurs ayant des intérêts communs; et vi) la résistance et la capacité d'adaptation à la variabilité et au changement climatiques.

C. Perspectives d'innovation

48. Le FIDA encouragera l'expérimentation et la mise en œuvre d'un système durable d'agriculture intégré, particulièrement adapté aux populations pauvres des hautes terres, qui soit en mesure de garantir la sécurité alimentaire et d'offrir des possibilités génératrices de revenus à travers l'établissement de liens avec les marchés. Une fois que cette approche aura donné les preuves de son efficacité, elle sera reproduite à plus grande échelle en veillant, entre autres, à ce que le PAFO/le DAFO disposent des capacités adéquates pour pouvoir gérer par eux-mêmes ces activités. Grâce aux savoirs générés par ces initiatives pilotes, le gouvernement et les autres partenaires de développement pourront offrir un appui aux populations pauvres des hautes terres vivant hors de la zone cible du projet.
49. La reproduction à plus grande échelle supposera également l'identification d'un environnement favorable – cadres politiques/réglementaires, structures de la chaîne de production, système d'information sur les marchés, etc. – au sein duquel les secteurs public et privé peuvent concourir à améliorer la sécurité alimentaire des ménages pauvres et leur participation aux marchés. En matière de formation des

formateurs, une approche en cascade permettra de renforcer les capacités au niveau local par l'intermédiaire des prestataires de services privés ainsi qu'au sein du DAFO. La priorité sera accordée à l'expérimentation de partenariats tout au long de la chaîne de production – des fournisseurs d'intrants aux acheteurs/transformateurs, en passant par les institutions financières et les groupements d'agriculteurs –, en vue de dynamiser l'ensemble de la chaîne de production et de mobiliser les ménages pauvres.

50. Sous réserve de l'issue de ces initiatives pilotes, le rôle du FIDA dans la reproduction à plus grande échelle sera de faciliter le transfert des savoirs, expériences et points de vue générés durant la phase pilote vers d'autres endroits situés en dehors des zones cibles, et de prodiguer des conseils au PAFO/DAFO concernant les ajustements requis pour adapter les enseignements tirés au contexte propre à ces nouvelles zones.
51. Le FIDA, le gouvernement et les partenaires de développement peuvent déjà mettre à profit des expériences encourageantes, à savoir:
 - **Le partenariat renforcé avec le PAM.** La collaboration entre le FIDA et le PAM pour la reproduction d'interventions à plus grande échelle n'est pas récente. Un certain nombre de pratiques agricoles durables telles que la culture en courbes de niveau et les infrastructures d'adduction d'eau nécessitent une main-d'œuvre initiale intensive tant sur l'exploitation qu'au niveau communautaire. Grâce à la collaboration du PAM, les délais d'exécution seront réduits, le taux d'adoption augmentera et l'impact sera majeur.
 - **L'expérimentation et la reproduction à plus grande échelle de modèles intégrés d'agriculture et de commercialisation.** Des systèmes intégrés d'agriculture et de commercialisation seront testés, compte tenu des possibilités croissantes de commerce transfrontalier et des risques liés à la variabilité croissante du climat. En particulier, les possibilités de reproduction à plus grande échelle dérivant des liens avec les investisseurs et les négociants privés seront renforcées. Un certain nombre d'initiatives couronnées de succès de l'ONG française Comité de coopération avec le Laos seront transposées à plus grande échelle.
52. Lors de la mise en œuvre du projet et de l'examen du COSOP, le FIDA encouragera la réflexion sur les concepts et problèmes de reproduction à plus grande échelle – forces, "espaces" et "trajectoires" de reproduction, d'adaptation ou d'élargissement d'interventions réussies.

D. Stratégie de ciblage

53. Le principal groupe cible du FIDA sera composé de ménages ruraux pauvres issus de divers groupes ethniques. Il sera subdivisé en deux grands sous-groupes: i) les ménages fortement exposés à l'insécurité alimentaire et très vulnérables (souffrant d'un déficit en riz pendant plus de quatre mois par an), qui n'ont pratiquement pas accès aux marchés; et ii) les ménages pauvres qui sont moyennement exposés à l'insécurité alimentaire, mais peuvent accéder plus facilement aux marchés.
54. Les deux sous-groupes ont le même système de subsistance fondé sur la culture, l'élevage, la récolte de produits forestiers et quelques travaux de main-d'œuvre agricole. La plupart des ménages passent régulièrement d'une catégorie à l'autre, et nombreuses seront les activités adaptées aux deux sous-groupes. Tous deux n'ont pas accès aux actifs et aux services nécessaires pour promouvoir l'agriculture de subsistance et/ou la commercialisation de cultures de rente, et tous deux sont en position d'infériorité lorsqu'il s'agit de traiter avec les négociants.
55. L'une des priorités aura trait au ciblage des femmes, des ménages dirigés par une femme et des jeunes. Les femmes constituent une part importante de la main-d'œuvre agricole et sont responsables de la nutrition du ménage. Lorsque

celui-ci est dirigé par une femme, il se trouve confronté à de sérieuses difficultés dans la mesure où la main-d'œuvre fait défaut et où l'accès aux services de vulgarisation est limité. Le FIDA veillera à ce que soient prises en compte les questions relatives aux femmes grâce à la formulation de plans de travail tenant compte des disparités entre les sexes et à une action de sensibilisation du personnel et des partenaires dans ce domaine. Des mesures de ciblage n'excluant personne permettront de créer un environnement favorable aux femmes et permettront à celles-ci, ainsi qu'aux jeunes, de participer activement aux initiatives du FIDA. Le programme ciblera les jeunes, en particulier par le biais des universités agricoles et des écoles ethniques ainsi que d'un appui aux activités de mentorat.

56. Le ciblage devrait s'articuler autour des modalités suivantes: i) ciblage géographique sur la base des taux de pauvreté; ii) autociblage sur la base du type d'activités de programme; iii) ciblage géographique des organisations paysannes possédant un potentiel productif et commercial.

E. Articulation au niveau des politiques

57. En matière de concertation sur les politiques, les principales difficultés concernent essentiellement: i) l'appui aux organisations paysannes; ii) la reconnaissance formelle, par le gouvernement, du régime des terres communales; iii) l'évaluation de l'impact de l'investissement étranger direct et de l'investissement privé sur les populations rurales pauvres; iv) l'autonomisation des communautés d'agriculteurs afin que celles-ci puissent intervenir davantage dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des programmes de vulgarisation; et v) l'évaluation et l'atténuation des risques liés au changement climatique.
58. Afin d'enrichir la concertation sur les politiques menée avec le gouvernement pour permettre à la République démocratique populaire lao d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, un groupe de travail sur les orientations, composé d'experts locaux et internationaux, sera créé avec l'appui du FIDA pour aider à combler le fossé existant entre niveau opérationnel et niveau stratégique. Les attributions du groupe seront entre autres: i) de fournir un retour d'information sur l'efficacité des politiques en vigueur (allocation de terres, culture itinérante, etc.); et ii) d'analyser le potentiel de reproduction à plus grande échelle des opérations couronnées de succès. Ses objectifs et son plan de travail annuel seront développés de concert avec le gouvernement et les partenaires. Des liens avec d'autres groupes comme le groupe de travail sur l'agriculture et la gestion des ressources naturelles et le Forum paysan asiatique seront établis dans une optique d'harmonisation et de respect du Programme d'action d'Accra et des Déclarations de Paris et de Vientiane.

V. Gestion du programme

A. Suivi du COSOP

59. Chaque année, la performance du COSOP sera analysée dans le cadre de l'examen du portefeuille de projets du pays, auquel participeront l'équipe de gestion du programme de pays (EGPP), les services gouvernementaux concernés, les ONG, les partenaires de développement et les organisations de la société civile. Le Cadre de gestion des résultats du COSOP, qui précise les effets et les indicateurs d'étape permettant de suivre les progrès réalisés (voir appendice III), constituera la base du suivi-évaluation (S&E). Les statistiques de référence figurant dans le Cadre de gestion des résultats représentent les tendances nationales. Cependant, compte tenu des variations importantes entre les régions du pays, il est essentiel que ces indicateurs, avant le démarrage de tout projet, soient complétés par des évaluations de référence plus précises au niveau provincial.
60. Les résultats du suivi annuel du COSOP seront intégrés à l'examen à mi-parcours, prévu à la mi-2013. Les enquêtes de référence et les études réalisées dans le cadre du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) pour les opérations en cours seront également importantes. L'examen à mi-parcours permettra d'évaluer

l'articulation entre étapes et effets attendus; de confirmer (ou d'infirmier) l'intégrité de la stratégie du COSOP; et, le cas échéant, de proposer des changements afin de mieux atteindre les trois objectifs stratégiques.

61. À la fin de l'année 2015, un rapport d'achèvement du COSOP évaluera dans quelle mesure les effets escomptés ont été obtenus. Dans le cadre de la gestion des savoirs, les résultats des examens à mi-parcours et à l'achèvement seront transmis aux partenaires de développement. Il ressort des rapports et examens antérieurs des interventions en cours appuyées par le FIDA dans le pays que la gestion financière et le S&E sont les domaines où des améliorations majeures sont nécessaires.
62. **Gestion financière.** Des mesures seront prises durant les missions de conception des projets afin de garantir des prévisions de coût plus précises. Un examen des directives nationales pour la passation des marchés et de leur application sera réalisé. Il est prévu d'offrir une formation et un appui technique dans le domaine de la gestion financière de manière à développer les capacités institutionnelles. Conjugué à un suivi renforcé du respect des dispositions en matière d'audit et de passation des marchés durant les missions de supervision, cela devrait permettre de garantir des états financiers de qualité ainsi qu'une mise au point plus rapide des recommandations issues de l'audit et une amélioration de l'efficacité et de l'efficacité des passations de marchés effectuées dans le cadre des projets.
63. **Suivi-évaluation.** Un complément d'appui à l'exécution est nécessaire pour mettre en place des systèmes de S&E efficaces. Dans une optique de consolidation de la gestion de projet, le FIDA continuera à appuyer le renforcement des capacités dans ce domaine. Pour les programmes à venir, le système de S&E sera simplifié et harmonisé avec les systèmes gouvernementaux dans la mesure du possible. Pour les programmes en cours d'exécution, le système de S&E sera simplifié, et les indicateurs et cadres logiques seront revus afin de garantir un système de suivi plus efficace et plus durable.
64. **Supervision directe.** L'expérience du FIDA montre que la supervision directe est la clé d'une exécution harmonieuse. Les projets du FIDA supervisés par la BASD ont rencontré des problèmes de lenteur de décaissement, ce qui montre la pertinence et l'impact d'une supervision directe par le Fonds.

B. Gestion du programme de pays

65. Le gouvernement – à savoir, à l'heure actuelle, le Ministère des finances et autres organismes d'exécution, y compris le MAF et le MPI – est responsable de la gestion du programme de pays. Une EGPP examinera la performance du programme afin de renforcer les liens et les partenariats et d'améliorer l'intégration avec le gouvernement et les organismes donateurs. Afin d'aider à combler le fossé existant entre niveau opérationnel et niveau stratégique, l'EGPP sera épaulée par un groupe de travail composé d'experts nationaux et internationaux. Ce soutien professionnel constant et structuré non seulement permettra de renforcer les savoirs et la continuité au niveau des institutions, mais se traduira également par l'élaboration de conseils techniques et politiques plus appropriés. La possibilité de pouvoir aisément consulter des spécialistes permettra d'améliorer le suivi des projets à risque et d'évaluer rapidement les problèmes dès leur survenance.

C. Partenariats

66. Les programmes institutionnels de collaboration et de coordination en cours se poursuivront, notamment avec la BASD, le CIAT, l'Agence allemande de coopération internationale, le Gouvernement luxembourgeois, la Direction du développement et de la coopération de la Suisse, le PAM et d'autres partenaires de développement. Le FIDA continuera à assurer la coordination des travaux dans une optique de synergie et de complémentarité entre interventions des partenaires de développement – en application des Déclarations de Paris et de Vientiane. Dans le cadre du présent

COSOP, les mécanismes mis en place par les partenaires permettront au FIDA d'exploiter pleinement son avantage comparatif tout en mettant à profit les connaissances techniques d'autres donateurs impliqués dans des activités complémentaires. Pour réaliser chacun des objectifs stratégiques du COSOP, il sera essentiel de forger des partenariats efficaces, ce qui supposera:

- la conclusion d'accords d'exécution novateurs reconnaissant la nécessité d'une assistance technique de qualité; on se trouve face à une occasion exceptionnelle de renforcer la coopération Sud-Sud par le biais de l'appui technique, de la recherche conjointe et d'échanges avec les partenaires régionaux; il sera également possible de renforcer les liens avec les initiatives menées par la BASD dans le cadre de sa stratégie pour la sous-région du Grand Mékong; et
- la reconnaissance et le soutien en faveur du rôle de premier plan que le secteur privé et les prestataires de services privés doivent jouer aux fins de l'élargissement des débouchés de commercialisation, tout en contribuant à la durabilité des interventions au plan environnemental, social et financier.

67. Un don au titre du guichet-pays en appui au processus de recensement agricole a été octroyé à la fin de l'année 2010, et un don au titre du guichet régional au CIAT en faveur de l'élevage figure dans la réserve de projets pour 2011. Les synergies entre les dons au niveau régional et les projets d'investissement seront renforcées. Des partenariats avec d'autres partenaires de développement tels que l'Agence australienne pour le développement international (AusAid) seront envisagés.

D. Gestion des savoirs et communication

68. En République démocratique populaire lao, il est nécessaire de renforcer de manière significative la gestion des savoirs et la communication. À cette fin, le programme de pays du FIDA, outre sa participation active aux différentes plateformes de partage des savoirs (comme le groupe de travail sur l'agriculture et les ressources naturelles ou l'équipe de pays des Nations Unies), veillera à diffuser régulièrement les bonnes pratiques et les enseignements tirés. Le FIDA envisage d'améliorer notablement la gestion des savoirs et la communication durant la période couverte par le présent COSOP, à la fois par le biais des études menées par le groupe de travail sur les orientations et à travers une analyse itérative de la performance destinée à identifier les innovations et les possibilités de reproduction à plus grande échelle. Un programme de gestion des savoirs fera partie intégrante des processus d'exécution de tous les projets, en cours et à venir. Les dons en cours au titre du guichet régional seront eux aussi mis à profit pour appuyer les activités de partage des savoirs.

E. Cadre de financement SAFP

69. Le financement octroyé par le FIDA au titre du présent COSOP est calculé sur une base annuelle à travers le système d'allocation fondé sur la performance (SAFP). Pour l'actuel cycle triennal (2010-2012), l'allocation pour la République démocratique populaire lao s'élève à 16,9 millions d'USD et les allocations futures devraient être au moins égales à ce montant. La performance du pays a été stable pendant un certain temps, et le calcul du financement pour la première année du COSOP se base sur les notes les plus récentes. Cependant, des améliorations sont prévues dans les domaines suivants: accès à la terre, disponibilité de ressources en eau à usage agricole et accès à celles-ci, accès à la recherche agricole et aux services de vulgarisation, et accès aux intrants agricoles et aux marchés de produits.

Tableau 1
Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP

	<i>Indicateur</i>	<i>Notation de la performance – année 1</i>
	Notes de performance du secteur rural	
A i)	Cadre politique et juridique des organisations rurales	3,75
A ii)	Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,50
B i)	Accès à la terre	3,50
B ii)	Accès à l'eau à usage agricole	3,25
B iii)	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,33
C i)	Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,67
C ii)	Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,67
C iii)	Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	2,67
D i)	Accès à l'éducation dans les zones rurales	4,00
D ii)	Représentation des femmes	4,00
E i)	Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	3,25
E ii)	Obligation redevable, transparence et corruption dans les zones rurales	3,25
	Somme des notes cumulées	42,84
	Moyenne des notes de performance du secteur rural cumulées	3,57
	Note des projets à risques (PAR)	4
	Note EPIN	3,28
	Note du pays	2 379
	Allocation annuelle (en USD)	5 720 000 USD

Tableau 2
Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage de la note SAFP du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	3	3,27	-25% (1 790)
Hypothèse de base	4	3,57	0% (2 379)
Hypothèse haute	5	3,87	+28% (3 050)

F. Risques et gestion des risques

70. À l'heure actuelle, les principaux risques et les mesures d'atténuation y relatives sont les suivants:

<i>Risques</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>	<i>Probabilité</i>
Insuffisance des capacités au niveau communautaire et gouvernemental et manque d'ONG compétentes et de prestataires de services	Le renforcement des partenariats, l'investissement dans le développement des capacités et l'amélioration de l'appui à l'exécution à travers le renforcement des capacités peuvent dans une certaine mesure atténuer ce risque.	Élevée
Événements climatiques extrêmes et effets du changement climatique	Il est possible d'atténuer en partie ce risque grâce à la régénération et à une gestion correcte des ressources naturelles, à la protection de la biodiversité, et à la promotion et à l'adoption de mesures adaptatives. Des systèmes d'alerte rapide et de cartographie des risques pourraient également permettre de prévoir ceux-ci.	Moyenne
Chocs macroéconomiques tels que l'inflation des prix des denrées alimentaires, l'incertitude économique et le ralentissement de l'économie	Ce risque peut être réduit en diversifiant la production agricole, en réduisant le coût des intrants et en diversifiant les avoirs des ménages.	Moyenne
Possibilité que les savoirs disponibles ne soient pas convenablement testés, ne soient pas fiables ou ne soient pas applicables à plus grande échelle	Un appui du FIDA pour une gestion systématique des savoirs permettra au programme d'adopter de bonnes pratiques et des technologies efficaces et adaptées.	Moyenne
Manque de transparence au sein du gouvernement concernant les investissements étrangers directs, la gestion des terres et le développement du secteur privé	Il est possible d'atténuer en partie ce risque en mettant mieux en adéquation les besoins identifiés grâce à un processus de planification à assise communautaire au sein du cadre stratégique national. Dans le cadre des efforts de concertation pour atteindre cet objectif, le FIDA est en train de créer un groupe de travail sur les orientations.	Élevée
Manque de transparence du marché	Il est possible d'atténuer en partie ce risque en favorisant: i) l'établissement de partenariats public-privé afin de réduire les différences entre vendeurs et acheteurs en attirant l'attention sur un intérêt commun au profit de normes de qualité plus strictes des produits agricoles (calibrage, conditionnement) et d'une rapidité et d'une fiabilité d'approvisionnement accrues. Cela permettra également d'instaurer un climat de confiance, élément incontournable de toute relation commerciale; ii) une meilleure gestion des produits arrivant sur le marché de sorte que les agriculteurs soient des décideurs de prix plutôt que des preneurs de prix; iii) la concertation sur les politiques afin de définir les meilleurs moyens d'améliorer les rapports entre agriculteur et acheteur; et iv) des études sur les concessions et les modalités contractuelles dans une optique d'amélioration de ces rapports.	Moyenne

71. La nécessité d'atténuer ces risques est au cœur des trois objectifs stratégiques du présent COSOP. L'évaluation des risques fera partie intégrante du suivi et de la gestion de toutes les activités du COSOP. Outre un suivi sur mesure en cas de besoin, des évaluations périodiques des risques, prévus et nouveaux, seront menées dans le cadre de la gestion d'ensemble du programme de pays.

COSOP consultation process

1. The consultation for this results-based Country Opportunities and Strategy Programme (RB-COSOP) occurred in two steps. A pre-COSOP mission was conducted from 5 to 16 December 2010. This was followed by the main RB-COSOP mission from 4 to 26 January 2011. The pre-COSOP mission aimed to undertake some preliminary assessments and identify the main pillars for IFAD's engagement over the period 2011 to 2015. Overall this mission recommended that IFAD's future programmes should continue to invest in the Northern and Southern provinces as this allows IFAD to build on lessons learned and scale-up successes in order to ensure impact and sustainability. It also recommended that IFAD should concentrate its efforts more on the agricultural livelihoods of the rural poor and not to dissipate its resources into broader social infrastructure opportunities. Instead, these should be met through strategic partnership with other donors if available.
2. Subsequently, the main mission finalised the field work, confirmed the areas for IFAD's strategic engagement, and drafted the RB-COSOP report. Both mission relied on document review, sector studies, key informant interviews, field visits, household interviews, and wrap-up workshops to inform and guide COSOP development. Both missions fully engaged with Government and other development partners. The main COSOP mission also held a half day stakeholder workshop to validate and further refine the emerging strategy.
3. This COSOP is supported by the following sector studies: (a) Agriculture and Farmers' Organizations; (b) Rural Finance; (c) Value chain assessment of poor rural households in the Lao People's Democratic Republic; (d) Natural Resource Management and climate change; (e) Poverty Analysis and institutional context; (f) Principle to guide value chain selection.
4. Key informant interviews and field visits: Consultations were held with a number of government and donor agencies in Vientiane. Meetings were held at the national level with the following Government agencies: Ministry of Planning and Investment (MPI), Ministry of Finance (MOF), Ministry of Foreign Affairs (MOFA), Ministry of Agriculture and Forestry (MAF), Ministry of Public Work and Transportation (MPWT), Ministry of Industry and Commerce (MIC), National Land Management Authority (NLMA), Ministry of Health (MOH) and Water Resources and Environment Agency (WREA).
5. Over the period of COSOP formulation meetings were also held with all key development partners and local NGOs including: AFD, AsDB, Care International, CIAT, FAO, GIZ, Health Unlimited, JICA, Lao Women's Union, Lao Youth Union, the Lao National Chamber of Commerce and Industry (in Vientiane and Oudomxay [in the future replaces 'Oudomxai']), Luxembourg Development, SDC, SNV, UNDP, UNEP, University of Lao (Department of Agriculture), Village Focus International, WB and WFP. The main private sector entities met are: the Lao agroprocessing association, the Agriculture Promotion Bank, the Nayoby Bank, noodle and candle factories, tea processors (Lao eco-place), maize and job's tears traders and sesame oil processors/exporters.
6. The missions also undertook field visits in the provinces of Attapeu and Sekong in the south and Sayabouly [in the future replaces 'Sayabouri'] and Oudomxay in the north. Meetings were held with line agencies at the provincial and district level and interviews occurred with households in selected villages. All villages were selected based on poverty incidence. While some were very remote, requiring long travel times, the selection ensured that the team appreciated the reality of service delivery in the remote areas of the country. The team split up for village visits ensuring that small groups only visited villages. This also enabled more villages to be covered.
7. Key discussions during the Provincial and District visits centred on the respective roles of Government agencies. All agreed that the Ministry of Agriculture, its devolved

service delivery groups (PAFO and DAFO) and its research and training arms, must play a key implementation role.

8. COSOP Consultation Workshop: a COSOP workshop was held with stakeholders on 25 January to reflect on the strategy, its feasibility and risks associated with its delivery. Thirty-four participants took part in the half day workshop and included representation from all agencies, donors and NGOs listed above.

9. Participants were asked initially to reflect on IFAD's comparative advantage in the Lao People's Democratic Republic and areas where improvements could be made. Feedback received enhanced the discussion of comparative advantage in the COSOP. Participants provided comments on the key risks overall feasibility and potential linkages and partnerships. This input strengthened the discussion of these issues in the COSOP. There was strong support for the integrated approach to conservation farming systems and the sustainable harvesting of NTFPs. All participants agreed that, whereas farmer organizations were needed to advance many of the initiatives, the success of these in the past has been mixed.

10. COSOP in-country validation Workshop: an in-country validation WS was organised on 19 May 2011 in Vientiane. The main stakeholders participated and agreed on the relevance and importance of the three SOs proposed. The main themes proposed for discussion were the scaling-up process and the policy working group.

11. Once finalised, the COSOP is expected to be presented at the September 2011 Executive Board.

Country economic background

Data Profile	2000	2005	2007	2008
Overview				
Population, total (millions)	5.40	5.88	6.09	6.21
Population growth (annual %)	2.0	1.7	1.8	1.8
Surface area (sq. km) (thousands)	236.8	236.8	236.8	236.8
GNI, Atlas method (current US\$) (billions)	1.50	2.65	3.70	4.66
GNI per capita, Atlas method (current US\$)	280	450	610	750
GNI, PPP (current international \$) (billions)	5.98	9.21	11.65	12.73
GNI per capita, PPP (current international \$)	1,110	1,570	1,910	2,050
People				
Life expectancy at birth, total (years)	61	64	65	65
Fertility rate, total (births per woman)	4.6	3.7	3.5	3.5
Adolescent fertility rate (births per 1,000 women ages 15-19)	52	43	39	37
Contraceptive prevalence (% of women ages 15-49)	32	38
Mortality rate, under-5 (per 1,000)	86	70	64	61
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5)	36
Immunization, measles (% of children ages 12-23 months)	42	41	40	52
Primary completion rate, total (% of relevant age group)	69	71	74	75
Ratio of girls to boys in primary and secondary education (%)	81	84	86	87
Prevalence of HIV, total (% of population ages 15-49)	0.1	0.1	0.2	..
Environment				
Forest area (sq. km) (thousands)	165.3	161.4	159.9	..
Agricultural land (% of land area)	8.0	8.5	9.2	..
Improved water source (% of population with access)	48	54	..	57
Improved sanitation facilities (% of population with access)	26	43	..	53
Economy				
GDP (current US\$) (billions)	1.74	2.72	4.29	5.47
GDP growth (annual %)	5.8	7.1	7.6	7.3
Inflation, GDP deflator (annual %)	25.1	2.1	6.9	8.4
Agriculture, value added (% of GDP)	53	36	36	35
Industry, value added (% of GDP)	23	24	27	28
Services, etc., value added (% of GDP)	25	39	37	37
Exports of goods and services (% of GDP)	30	33	36	33
Imports of goods and services (% of GDP)	44	49	51	44
Gross capital formation (% of GDP)	28	34	38	37
States and markets				
Time required to start a business (days)	..	195	100	100
Military expenditure (% of GDP)	0.8	0.4	0.4	0.4
Mobile cellular subscriptions (per 100 people)	0	11	24	33
Internet users (per 100 people)	0.1	0.9	1.6	8.5
Global links				
Merchandise trade (% of GDP)	49.9	52.7	46.4	45.5
Net barter terms of trade index (2000 = 100)	100	95	115	113
External debt stocks, total (DOD, current US\$ millions)	2,501	2,844	4,388	4,944
Total debt service (% of exports of goods, services and income)	7.8	17.3	15.2	..
Net migration (thousands)	-88	-115
Workers' remittances and compensation of employees, received (current US\$ millions)	1	1	1	1
Foreign direct investment, net inflows (BoP, current US\$ millions)	34	28	324	228
Net official development assistance and official aid received (current US\$ millions)	281	302	396	496

Source: World Development Indicators database, April 2010

COSOP results management framework

Country strategy alignment ⁴	COSOP strategic objectives	COSOP outcome indicators related to the strategic objectives ⁵	COSOP milestone indicators showing progress towards strategic objective ⁶	COSOP Institutional/Policy objectives
<ul style="list-style-type: none"> Food security and self sufficiency Decrease poverty to below 19% of the total population, and poor households to below 11% of total households, by year 2015. 	<p><i>COSOP Goal: Rural poor have secure and sustainable access to food and economic livelihoods</i></p> <p><i>Baseline: 2007/8 National consumption poverty rate of 26.7%. Food consumption rate of 24.6%</i></p>			
<ul style="list-style-type: none"> Ensure forest cover at 65% of the total area of the country Secure the country from losses due to natural disasters, such as controlling forest fires, drought, flood, erosion of rivers, and denuding of mountains Increase population having access to clean water to 80% To complete issuing one million land titles in a systemic and regulated manner, without conflict and achieving a three-fold increase in land revenue (or equal to 5% of the national revenue) 	<p>SO1: Community-based access to, and management of, land and natural resources is improved</p> <p><i>Baseline: Currently no producer groups engaged in planning, coordinating and supporting access to land and natural resources.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> At least one producer interest group formed and functioning in every target village (RIMS 2.1.1 & 2.1.4) 40% target villages have some form of community tenure agreements for use of land and natural resources (RIMS 2.6.1) by yr4 60% of households in target villages receive tangible benefits from adoption of conservation practices 	<ul style="list-style-type: none"> More than 40% of producers engaged in interest groups 30% of participating community have environmental plans⁷ (RIMS 1.1.13) Communal tenure for all kinds of village lands registered in 10% of villages Swidden upland fallows and agricultural land protected by improved SWC measures (RIMS 1.1.14) 70% of producers in target area trained in NRM (RIMS 1.1.9) 50% of drinking water systems rehabilitated and 25% of communities receive new water system (RIMS 1.7.3) 	<ul style="list-style-type: none"> Support development of farmers' organizations policy with MAF through participation in donor working group and targeted TA Policy dialogue to support formal recognition of communal tenure (National Land Management Authority) through the policy working group Develop capacity of farmers and farmers' organizations to access private extension and veterinary services

⁴ Draft 7th NSEDP for 2011-2015

⁵ Where relevant indicators will be reported on a sex and age disaggregated basis with differentiation between ethnic groups households

⁶ Idem as footnote 4

⁷ forged to guide sustainable harvesting of NTFPs, forest management or water resources

Country strategy alignment ⁴	COSOP strategic objectives	COSOP outcome indicators related to the strategic objectives ⁵	COSOP milestone indicators showing progress towards strategic objective ⁶	COSOP Institutional/Policy objectives
<ul style="list-style-type: none"> • Ensure 350Kg of rice/person/year in mid-and uplands • Aim to achieve growth in livestock at 4-5% per year, including cows and buffaloes at about 2-3%, and pigs and poultry at about 6% 	<p>SO2: Access to advisory services and inputs for sustainable, adaptive and integrated farming systems is improved</p> <p><i>Baseline: >95% of producers follow traditional rotational farming and gathering practices⁸</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • 50% of farmers adopt one or more recommended productivity or diversification technologies (RIMS 2.2.2) by the end of yr 4 • 50% of households report crop and animal productivity increases (RIMS 2.2.2) • 50% of households report a reduction in their rice-deficit period 	<ul style="list-style-type: none"> • 60% of new extension staff or alternate agricultural service providers trained (RIMS 1.2.1) • 60% of people trained in crop production practices and technologies (RIMS 1.2.2) • 60% of people trained in livestock production practices and technologies (RIMS 1.2.3) • 60% of people accessing facilitated advisory services (RIMS 1.2.4) 	<ul style="list-style-type: none"> • Work with NAFRI, PAFO and DAFO to develop capacity for integrated farming systems planning (incorporating cropping, livestock and gathering activities) • Support NAFRI and NAFES to replicate and adapt lessons from previous applied research on uplands farming systems through stronger linkages between research and extension • Work with NAFES to support mainstreaming of LEAP extension methodology in mid and upland areas of target provinces
<ul style="list-style-type: none"> • To encourage production in small and medium enterprises (average grow rate at least at 15% per annum) • To accomplish greater market participation ratio of small and medium enterprises, so that they provide employment to more than 85% of the non-farm workforce • Aim to achieve annual exports growth at about 18% and imports at about 8% per year 	<p>SO3: Access to markets for selected produces is improved</p> <p><i>Baseline: Whereas most producers are opportunistic marketers < 5% of consistently market produce across the year</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • At least one value added enterprise maintains operations in each district after three years (RIMS 2.5.2) • 40% of capital requirements of value added enterprises met through innovative credit agreements (e.g. forward contracting) (RIMS 2.3.2) • 60% of village-access roads maintained in the target areas (RIMS 2.4.2) 	<ul style="list-style-type: none"> • More than 50% of the farmers in the target group form farmers/marketing groups and/or 60% of existing groups strengthened (RIMS 1.4.4) • 50% of people trained in post-production, processing and Marketing (RIMS 1.4.1) • At least 15 agreements signed between producer groups and commercial processors and traders by PY2 (RIMS 1.3.4) • Groups managing infrastructure formed and/or strengthened in 20% of all target villages by PY2 (RIMS 1.1.2) 	<ul style="list-style-type: none"> • Improve contract farming mechanisms through the formation of and support to farmers' organizations • Engage with provincial and district Departments of Industry and Commerce to remove formal and informal restrictions on trading of key crops • Support the gradual establishment of apex organizations for producer groups through technical assistance and financing

⁸ Given the variability that exists across provinces, specific data will need be collected prior to commencement of projects under this COSOP

Previous COSOP results management framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators a/	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p>Goal: Enhanced impact on economic growth and sustainable livelihoods improvement of the rural poor, women and vulnerable groups in target districts identified as the poorest and poor by the NGPES.</p>	<p>Income poverty incidence reduced by 50% from 48% in 1990 to 24% by 2015.</p> <ul style="list-style-type: none"> Increased ownership of household assets. Reduction in the prevalence of malnutrition for children under five (weight for age, height for age and weight for height). 	<ul style="list-style-type: none"> Lao Consumption and Expenditure Surveys. VAM Data of WFP. Results and impact management system (RIMS) assessments. PBAS reviews. MDG progress reports and reviews. 	<ul style="list-style-type: none"> Stable social, economic and political environment. Poverty reduction in the poor and poorest districts continues to be NGPES priority.
<p>Purpose: An increase in the food security and incomes of households in target districts in response to needs defined by communities.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Increase per capita grain availability to 350 kg/annum by 2010. US\$ equivalent of investment in the poor targeted NGPES districts, including co-financing from other external agencies, the Government and by the private sector. Project specific indicators. 	<ul style="list-style-type: none"> Statistical reports of Government. Impact surveys. Project supervision reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Macroeconomic and decentralization policies continue to support poverty reduction and community self-development. Stable social, economic and political environment.
<p>Output: The capacity of poor households and village- and community-based organizations strengthened.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Number of groups operational/functional for at least 3 years, by type. Number of women on local decision making bodies. Number of groups with women leaders. Number of village development plans included in local government plans. 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS assessments. Mid-Term and Project Completion Reviews. Participatory Impact Assessments. Project supervision reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Government continues to support decentralised and participatory community self-development.
<p>Production and productivity of crops, livestock and natural resources by the poor and vulnerable households improved.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Ha of incremental crops grown. Number of farmers adopting technology recommended by the service providers. Number of farmers reporting production/yield increases. Number of poor farmers reporting increased animals. Number of households provided with long-term security of tenure of natural resources. Ha of common property resources under improved management practices. Shifting cultivation replaced with economically viable alternatives. Opium production eradicated and replaced with economically viable alternatives. 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS assessments. Mid-Term and Project Completion Reviews. Participatory Impact Assessments. Annual UNODC opium surveys. Project supervision reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Proven and appropriate technology options and alternatives are available for extension. Targeted households efficiently use market information and rural financial services.
<p>Improved access to sustainable rural financial services markets.</p>	<ul style="list-style-type: none"> % of portfolio at risk. % of operational self-sufficiency. % of operating cost/loan portfolio. % of households producing for the markets. 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS assessments. Mid-Term and Project Completion Reviews. Participatory Impact Assessments. Project supervision reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Government reforms of the financial and banking sector continue as planned. Government continues to deregulate and liberalise markets and prices.
<p>Capacity and accountability of key service providers improved and institutional and policy changes effectively achieved.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Capacity of key service providers improved in their service delivery to the targeted population, including introduction of a participatory and demand-driven work culture. Effective and accountable systems and procedures functioning for decentralised planning, financing and implementation. Piloting and disseminating innovative approaches to poverty reduction and rural development for possible replication by Government and/or other development partners. Number of projects where new/changed pro-poor legislation or regulations are enforced at the local and national levels. 	<ul style="list-style-type: none"> Country Portfolio Reviews. RIMS assessments. Mid-Term and Project Completion Reviews. Participatory Impact Assessments. Project supervision reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Government receptive to institutional and policy changes. Government decentralization policy continues. Adequate capacity of IFAD to influence government in institutional and policy changes. Continued cooperation and coordination with other development agencies.

Project completion evaluation

For the Oudomxai Community Initiatives Support Project in the Lao People's Democratic Republic Agreement at completion point

A. Introduction

1. In 2010, a completion evaluation of the Oudomxai Community Initiatives Support Project (OCISP) was conducted in the Lao People's Democratic Republic. The main objectives were: (i) to assess the performance and impact of the project; and (ii) to generate findings and recommendations useful for ongoing and future agriculture and rural development projects and programmes in the Lao People's Democratic Republic.
2. The main Evaluation Mission was conducted in August-September 2010. A final learning workshop was organised in December 2010, to take stock of the evaluation findings and prepare the Agreement at Completion Point (ACP). This ACP, which has been facilitated by IFAD's Office of Evaluation, sets out understandings between IFAD (Asia and the Pacific Division) and the Government of the Lao People's Democratic Republic (Ministry of Planning and Investment) of the evaluation findings and recommendations, and their proposals to implement them. The recommendations agreed upon will be tracked through the President's Report on the Implementation Status of Evaluation Recommendations and Management Actions.
3. A new COSOP is currently being developed (January 2011) between IFAD and the Government of the Lao People's Democratic Republic and this will be followed by the formulation of a new project. It is foreseen that IFAD future programmes will continue to invest in the Northern and Southern provinces. This will allow IFAD to build on lessons learned and scale-up successes in order to ensure impact and sustainability.

B. Main evaluation findings

4. The project was managed well but implementation was uneven because of problems with the agricultural and natural resource management (ANRM) component and delays with the rural financial services component. Rural infrastructure development was the most successful component, meeting or surpassing all its output targets. The institutional development activities in the community development and institutional strengthening components were also successful. Village participatory planning was established and fed into district planning and budgeting for service delivery. Good project management and coordination was achieved, with a significant increase in the capacity of project implementers. Overall, OCISP was implemented within the planned period, with high levels of disbursement.
5. As a broad based rural development project, OCISP was successful. Through the investment in rural infrastructure, it brought the target population in remote villages closer to markets and services and gave them much greater access to safe water, with undoubted health benefits. The construction of school dormitories increased enrolment rates in primary and secondary schools. The village savings and credit schemes (VSCSs) mobilised village savings and provided funds for small agricultural and trading enterprises. Villagers' wellbeing was also improved through health, nutrition and adult literacy programmes, village communications and cultural villages. The process of participatory village planning was strengthened, so that villagers were more able to agree their priorities and be more confident in negotiating them with district government service providers. Women's wellbeing and access to decision-making processes improved.
6. OCISP was also successful in building the capacity of the government agencies to fulfil their mandates and roles within the framework of the Lao Government's decentralization policy. Training, technical assistance and guidance from supervision

missions played an important part in this process, but capacity was also built through learning by doing. Although initially there were difficulties in establishing the right processes and procedures, they were overcome and project staff became more confident in their abilities to do the work. OCISP acquired a reputation for successful implementation among government and donors.

7. However, the main purpose of the project was to improve the livelihoods of the villagers by developing improved and sustainable agricultural development and natural resource management in areas where shifting cultivation and opium production had been reduced. In this respect, the project was much less successful. The main economic alternative, which was widespread in the province, not just in the target villages, was maize cultivation. The main driver of this development was the private sector, although the project did contribute by providing seed and extension advice, roads infrastructure and savings and credit schemes. The project's other contribution was the expansion of lowland rice production through the construction of irrigation schemes and paddy rice expansion; but this could only benefit a small proportion of the target population because of the limited availability of valley bottom land. Apart from a few other small initiatives in the growing of fruit, vegetables and NTFPs, and even fewer activities with livestock and fish farming, no significant alternatives were developed for the upland areas, where other alternatives than maize were needed. Very little activity was undertaken with respect to natural resource management.

C. Agreement at completion point

8. All of the evaluation report's recommendations are deemed acceptable and feasible by the Government of the Lao People's Democratic Republic and IFAD, and will be implemented in the future. The paragraphs below provide some details on the nature and on the implementation arrangements, including assigned responsibilities and timeframes as applicable for the main recommendations and derived sub-recommendations.

(i) Consolidate successful interventions in existing project villages. Consolidating project interventions in order to improve sustainability should include: (a) improving the capacity of villagers to manage their own VSCs while continuing to strengthen and supervise the recently established district and provincial microfinance institutions; (b) strengthening the Agricultural Technical Service Centres; and (c) monitoring the maintenance of rural infrastructure, linking it to district services for major repairs and finding ways to increase the commitment of resources from government departments at all levels.

- Partners involved, but not restricted to, implementing the recommendation: Ministry of Planning and Investment, Ministry of Agriculture and Forestry, Ministry of Public Works and Transport, WFP and IFAD.
- Follow up: This effort will be primarily Government led and will include the establishment of a road maintenance fund. The Government will need to identify other activities to respond to the remaining sub-recommendations in the coming months. WFP will support the government in responding to sub-recommendations (a) and (c) through the Cash for Work and Food for Work programme. IFAD will support the Government as appropriate.
- Timeframe: starting from 2011.

(ii) Focus on improving ANRM through explicit focus on the uplands, addressing deficiencies of the agricultural extension system, including a broader range of partnerships and identifying relevant implementation modalities. The main consideration for any future project in Oudomxay must be to address issues related to ANRM. Ultimately, any improvement in the livelihoods of villagers will depend on the development of sustainable economic alternatives. There are physical limits to the development of lowland rice production, land-use-planning policies have limited the amount of land available for upland agricultural production, and maize cultivation is not sustainable in the long run without measures to offset declining soil fertility. Any future

ANRM strategy should focus more explicitly on the uplands and include: (a) agricultural intensification; (b) agricultural diversification; (c) increasing livestock productivity through forage planting; (d) improved harvesting of NTFPs; (e) a value chain approach that will strengthen the links between farmers, transporters and traders; and (f) participatory land and forest management and awareness raising on villagers' rights to use and manage natural resources.

(iii) Any new project that focused primarily on ANRM would have to address the deficiencies of the agricultural extension system, not only increasing resources and capacity building but also improving institutional management and commitment. The extension system also needs to be much more focused on innovation. Extension officers and researchers need to work together to identify problems and find solutions for upland agriculture and natural resource management. The new ANRM component should include a broader range of partnerships, including private sector operators, research institutions, the National Agricultural and Forestry Extension Service and training establishments. Government departments that have an interest in the sector could also be involved, such as the National Land Management Authority and the Ministry of Industry and Commerce. The primary responsibility for project management, coordination and decision-making should continue to be located in the provincial and district planning offices, with oversight from the local Steering Committees, but a mechanism for accessing advice from relevant national line ministries should also be established.

- Partners involved, but not restricted to, implementing the recommendation: Ministry of Agriculture and Forestry, Ministry of Planning and Investment, Ministry of Industry and Commerce, National Land Management Authority, IFAD, WFP.
- Follow up: Recommendations will be addressed by the new COSOP and the programme covering Oudomxay and Sayabouly.
- Timeframe: 2011-2015.

(iv) Incorporate more remote ethnic villages. Any new project should focus explicitly on the more remote ethnic villages; however, the range of activities should be considered carefully. OCISP already found that it was difficult to work in these villages; transport was time consuming and there were few staff with knowledge of ethnic languages. Any future project should combine quick wins through the provision of rural infrastructure with longer term development of agriculture and natural resource management. The community development approach should be more narrowly focused on these two areas, building local participatory capacities to interface with project implementers. The broad based Community Development approach with a proliferation of implementers and activities might not be cost effective in the more remote areas.

- Partners involved, but not restricted to, implementing the recommendation: Ministry of Agriculture and Forestry, Ministry of Industry and Commerce, National Land Management Authority, WFP and IFAD
- Follow up: Recommendations will be addressed by the new COSOP and the programme covering Oudomxay and Sayabouly.
- Timeframe: 2011-2015.

(v) Build knowledge management for wider scaling up. OCISP provided a good source of lessons learned that could be useful for other projects, government policy-makers and donors. However, little time or resources have been available to take advantage of this. A future project should systematically build in a fully resourced knowledge management component, which analyses the lessons from OCISP and future project experiences, produces knowledge products, and organises dissemination activities with links to other projects, researchers, policy makers and beneficiaries.

- Partners involved in implementing the recommendation: IFAD, Ministry of Planning and Investment and other related Ministries.

Follow up: Recommendations will be addressed by the new COSOP and the programme covering Oudomxay and Sayabouly. In addition, use of the Information and Knowledge Management Unit (IKMU) within the Department of International Cooperation, MPI (the Grant Support already available through IFAD to MPI), will be used for this purpose.

- Timeframe: 2011-2015.

Signed by:

Mr Somchith Inthamith
Director General, Department of International Cooperation
Ministry of Planning and Investment
Lao People's Democratic Republic

_____ Date: _____

Mr Thomas Elhaut
Director, Asia and the Pacific Region
Programme Management Department
International Fund for Agricultural Development

_____ Date: _____

Indicative project pipeline during COSOP period

1. SOUM SON SEUN JAI PROGRAMME (COMMUNITY-BASED FOOD SECURITY AND ECONOMIC OPPORTUNITIES PROGRAMME)

A. Possible geographic area of intervention and target groups

1. Four districts in Sayabouly and five in Oudomxay make up the programme area and all are among the country's 72 poor districts (out of a total of 143). Eight (excluding the newly created Saysathan) have received IFAD support through the recently closed Oudomxai Community Initiatives Support Project (OCISP) and the ongoing Rural Livelihoods Improvement Programme (RLIP) in Attapeu and Sayabouri.
2. The target group (approximately 17,000 households) consists of two sub-groups: (i) highly vulnerable food-insecure households (> 4 months' rice deficit p.a.) with limited capacity to enter into the market; and (ii) poor households that are moderately food-secure but have a greater potential to enter into the market. The majority of the target group is made up of Khmu, Hmong and Phrai ethnic groups. Women and female heads of household are an important target sub-group because of their role in agricultural production and responsibility for household nutrition, but they often lack access to labour, extension services and market opportunities.
3. The following modes of targeting are envisaged: (i) geographical targeting based on poverty ratios; (ii) self-targeting based on programme activities that interest only poor households and (iii) targeting geographically organized farmers organizations with production and market linkage potential.

B. Justification and rationale

4. The programme design is centred-around an integrated and community-based approach to tackling key production and market constraints.
5. Current farming practices are often characterized by unsustainable short rotation shifting cultivation resulting in increasingly low soil fertility, limited dry season cropping, slow maturing livestock husbandry practices and overexploitation of non-timber forest products (NTFPs). For example, foraging from the surrounding forests and access to productive fishing streams continues to be a critical factor in ensuring food security (field observations suggests that 36-49% of nutritional intake among poor rural households are sourced from nearby forests and rivers). Furthermore, given the absence of irrigation systems, during the dry season integrating forest-based farming systems play a critical role for farmers in planning their farming activities on available lands. Planting taro in nearby forests is being used as a strategy by the poor to hedge against crop failure, particularly to replace rice should the rice crop fail entirely, as it did this year due to drought.
6. This situation is compounded by the absence of value added processing, partly driven by the lack of access to markets and market opportunities. Production and marketing is highly individualized and lacks organization which continues to undermine the farmer's ability to reduce production cost and negotiate better prices with buyers.
7. Given these conditions, a substantial number of households in the target districts have yet to graduate permanently from poverty, and only a third of rural households are fully food-secure (with 12 months' rice availability).
8. In this context, addressing current challenges facing poor households will require focus on improving agricultural systems. That was one of the key lessons from previous IFAD projects; this was also strongly highlighted in the recent evaluation of the OCISP project.

C. Key Project Objectives

9. The goal is to contribute to the reduction of extreme poverty and hunger (MDG 1) in the Lao People's Democratic Republic. The development objective is to create opportunities and generate momentum towards securing sustainable access to food and wealth creation for the rural poor in the target villages. The programme design supports the three strategic objectives of the future COSOP for 2011-2015.

D. Ownership, Harmonization and Alignment

11. The programme design supports the National Growth and Poverty Eradication Strategy (NGPES), the MDG targets, the 7th National Socio-Economic Development Plan (NSEDPlan), and the Strategy for Agricultural Development 2011 to 2020.

12. By focusing on improving rural livelihoods the programme will complement the investments being made by other development partners in the transport and social sectors (AsDB, China, KfW and WFP). The programme will be implemented through the existing government agencies' structures.

E. Components and activities

13. The programme will have two components:

(A) Integrated farming systems: (i) improving upland conservation and production systems (ii) livestock development; and (iii) water management

(B) Links to markets: (i) village-access roads; and (ii) improving access to markets

14. The integrated farming systems component will aim to improve and integrate farming systems through the formation of farmers' organizations, the introduction of better intercropping and conservation practices, better animal husbandry and efficient water harvesting. Drinking water supply schemes will also be provided as a social entry point for the programme.

15. The links to markets component will develop pilot approaches in each of the target provinces.

16. In Sayabouly, demand from the Hongsa mining operations will be a catalyst. One possible way to meet increased credit requirements as a result of this growing demand will be by linking the lending activities of commercial banks with those of the existing village banks. This approach would be supported by on-farm technical support services delivered through farmers' organizations to help reduce risks. In Sayabouly, the programme will also use the farmers' organizations to expand commercial production and processing of NTFPs.

17. In Oudomxay, the existing supply chain network for maize and other cash crops will be used for cross-border trade to market NTFPs and other products. It will be the catalyst for strengthening the supply chain networks and market linkages and for developing public/private partnerships to expand and improve private provision of on-farm technical support by traders/exporters to farmers' organizations.

18. The two above components are strictly interlinked. Both target sub-groups share a common livelihoods system based on cropping, raising livestock, gathering of forest products, and some limited wage labour. Many households move between these two sub-groups on a regular basis, and many activities will be appropriate for both of them. Both sub-groups lack access to services to promote enhanced subsistence farming and/or marketing of cash crops and are at a disadvantage when contracting with traders.

19. Agricultural value chains, natural resources management, and food security are intricately related issues in the Lao People's Democratic Republic. In this context, an integrated and flexible approach to addressing location-specific challenges among the rural poor is essential for the development of this programme. Capacity building, knowledge management, community-based natural resource management, farmers' organizations and gender mainstreaming will be integral parts of all activities.

F. Costs and financing

20. IFAD will contribute with a DSF grant of US\$ 13.9 million available under the PBAS. IFAD will seek partnerships for programme financing with other development partners, including GIZ, the Government of Luxembourg and WFP, who collaborated with IFAD in Sayabouly and Oudomxay.

G. Organization and management

21. The programme implementation will be aligned to government procedures for decentralized development with the provincial and district agencies responsible for planning and delivering programme services to the target villages. Implementation will use private as well as public sector service providers and involve public/private partnerships. A major strategy will be to form and strengthen farmers' organizations as focal points for village resource planning, community-based action, farmer-to-farmer dissemination, as well as processing, value addition and marketing activities. A piloting approach will be followed during the implementation of the programme. For example: trials on upland agroforestry and farming systems, with appropriate participatory planning and capacity building will be piloted in a set of villages during the first year, and then possibly scaled-up in subsequent years.

22. The proposed methodology would incorporate a public/private partnership approach where product demand is first identified in partnership with traders/exporters. Based on the identified market potential, the trader/exporter would facilitate the provisioning of technical support services based on the National Agriculture and Forestry Research Institute's experience combined with a community-based development plan for commercialized production.

23. At national level, MAF will be responsible for backstopping the provinces and overall programme coordination. It is anticipated that the proposed program will take advantage of an already existing administrative structure at the national level, which will be supported by three additional staff. No programme management unit will be required at provincial and district levels, the programme will be implemented through existing provincial and district government structures. IFAD will be responsible for programme direct supervision.

H. Monitoring and Evaluation indicators

The programme will build on, and align to the Government M&E system and it will include RIMS indicators to respond to IFAD's requirements. The programme baseline (RIMS+) will be prepared before the programme start-up. Reporting will be required every six months.

I. Risks

Major risk factors to successful implementation are related to the low capacity of government agencies, the lack of local service providers and the coordination with partners. These risks will be addressed by strengthening in-country implementation support systems through trainings, regional exchanges and visits, and by providing technical assistance in partnerships with GIZ, the Government of Luxembourg, WFP and other development partners. A comprehensive assistance plan to support government agencies in the implementation will be prepared. To ensure successful implementation, a cascade training approach will be followed and support will be provided through regional NGOs, public/private partnerships and service providers.

J. Timing

24. The initial programme design will take place in the first quarter of 2011 and the design completion mission is scheduled for the second quarter of 2011. The programme is expected to be presented at the December 2011 Executive Board. Implementation should start early in 2012 in support of the 7th NSEDP (2011-2015).

2. SOUTHERN LAOS FOOD SECURITY AND MARKET LINKAGES PROGRAMME

A. Possible geographic area of intervention and target groups

1. The Lao People's Democratic Republic's Southern upland districts bordering Vietnam and Cambodia continue to experience the highest levels of poverty. Livelihoods for these predominantly ethnic villages are further hampered by acidic soils, poor roads, and increasing land and resource concessions for FDI (hydro-power, minerals (bauxite) and agricultural plantations). Furthermore, unsustainable and often illegal cross-border resource exploitation, particularly for timber, is a constant issue. In this area Unexploded Ordnances (UXO) are a serious threat and limit the use of land for agriculture. Poverty analysis undertaken for IFAD COSOP 2011-2015 shows that Attapeu and Sekong are among the poorest provinces of the south, with the districts of Kaleum and Dakcheung in Sekong, and Sanxay and Phouvong in Attapeu, ranked among the country's priority 47 poor districts. Sekong's poverty rate of 47 % (rural: 53%; urban: 29 %) is significantly higher than the national average.

2. These four districts will be the focus for this new programme, scheduled to start in 2014. Based on future PBAS, opportunity may exist to expand the programme to include additional eastern border districts within other Southern provinces. The target group within the core four districts consists of two sub-groups: (i) highly vulnerable food-insecure households (> 4 months' rice deficit p.a.), with limited capacity to enter into the market; and (ii) poor households that are moderately food-secure, and have a greater potential to enter into the market.

3. In these districts only a small fraction of the population are ethnic Lao speakers (3% in Sekong). The vast majority come from one of at least 14 distinct ethnic minority groups, in particular the Brao, Ye, Katu, Trieng, Harak, Katang, Laven, and Sou. Within these communities, women and female heads of household are an important focus, particularly because of the role they play in agricultural production and their responsibility for household nutrition, while at the same time too often lacking access to labour, extension services and market opportunities.

4. The following modes of targeting are envisaged: (i) geographical targeting based on poverty ratios to identify poor villages and village clusters; (ii) participatory community-based targeting to direct programme activities that specifically focus on poor households; and (iii) targeting farmers organizations to enhance advocacy, the efficiency of information delivery, productivity improvement, group product consolidation, and market linkages.

B. Justification and rationale

5. Elevated areas in Attapeu and Sekong offer significant long term productive potential for the Lao People's Democratic Republic. Although these areas have a low population density, their proximity to export markets in Vietnam, along with their elevation, provide important production opportunities. Already coffee growing is being widely promoted in the region, and the coffee industry is developing significant independent capacity for consolidation, processing and niche marketing. Other cool season crops (e.g. asparagus, brassicas and leafy vegetables) also show promise. Interest has also been increasing in expanded cassava production, as well as livestock production.

6. However, the current farming practices are largely based on shifting cultivation. In some areas this remains sustainable due to longer rotations and limited pressure on forest land. However, once subject to more intensive cultivation, or shorter rotation periods, these friable, well drained soils become rapidly acidic. In which case, without corrective inputs or ameliorants, productivity rapidly declines.

7. Current climate change projections also conjecture an increased risk of rainfall variability (droughts and flooding rains). In 2009, typhoon Ketsana was a significant shock to target households within IFAD's ongoing RLIP project in Attapeu. Assets were

lost, and short and medium term food insecurity increased. As climate variability increases, farming households will need to focus on developing more resilient farming systems and appropriate safety nets.

8. IFAD can play a significant role in helping reduce such inequitable development, by enhancing the access of poor farmers to sufficient resources to sustainably meet their family food security and income needs. This requires more careful land-use planning at the village level, clear tenure for farming households, and improved support (and advocacy for) communities to negotiate more favourable partnerships with foreign direct investors. Increased regulatory capacity of provincial and national government will be needed, as well as both improved and more transparent public/private-sector partnerships.

9. In tandem with these opportunities, poor farmers will require their traditional farming systems to be enhanced. The integration of crop and animal systems also needs improvement, as does cross seasonal productivity. Sustainable harvesting regimes for NTFPs will likewise need development. Consistent productivity and quality improvements, along with enhanced value adding to crop, animal and non-timber forest products, will allow farmers to enter the market more consistently, and achieve more meaningful cash returns throughout the year.

C. Key Project Objectives

10. The goal is to contribute to the reduction of extreme poverty and hunger (MDG 1) in the Lao People's Democratic Republic. The development objective is to enhance the market opportunities, productivity and resilience of mid and upland farming systems in Southern the Lao People's Democratic Republic.

11. The programme supports the three strategic objectives of IFAD's proposed COSOP for 2011-2015.

D. Ownership, Harmonization and Alignment

12. The programme supports the National Growth and Poverty Eradication Strategy (NGPES), and the MDG targets. It is aligned with the 7th National Socio-Economic Development Plan (NSED 2011-2015), as well as MAF's Strategy for Agricultural Development 2011 to 2020. In compliance with the Paris and Vientiane declarations, the programme will be implemented through the existing government structures.

13. By focusing on improving rural livelihoods, the programme will complement the investments being made by other development partners, including current co-financing with AsDB, ongoing work by GIZ and WFP. Other complementarities that could be explored include: WB (Poverty Fund, Food Security, and Sustainable Forestry initiatives), AsDB funded Biodiversity Corridors Initiative, and NGOs, such as Health Unlimited, World Wildlife Fund and others.

E. Components and activities

14. It is envisaged that the programme's design will commence in late 2012/beginning 2013. As such, it will be influenced by developments over the next two years, as well as by the lessons and successes of the two IFAD ongoing projects in the South. Component areas are therefore indicative at this time, but could include: (a) Improved integrated farming systems; (b) Improved market linkages.

F. Costs and financing

15. IFAD will use its PBAS allocation for 2013-2015. However, IFAD might also seek partnerships for programme co-financing.

G. Organization and management

16. The programme implementation will be aligned with government procedures for decentralized development. The planning and delivering of programme services to the target villages will therefore involve the provincial and district agencies. However,

implementation will also use private as well as public sector service providers, and involve public/private partnerships.

17. The programme will be managed and implemented through the existing provincial and district agricultural offices. At a national level, MAF will coordinate reporting, and monitoring and evaluation. Also, MPI and DPI will play a role in ensuring that project activities are aligned with national, provincial and district SEDPs, as well as with other development programs.

H. Monitoring and Evaluation indicators

18. The programme will build on, and align to, the Government M&E system. It will also include RIMS indicators in accordance with IFAD's requirements. The programme baseline (RIMS+) will be prepared before programme start-up. Reporting will be required every six months.

I. Risks

19. Major risk factors to successful implementation are related to the low capacity of government agencies, the lack of local service providers, the potential failure of coordination with partners, and the increasing risks associated with the region's climate vulnerability. These risks will be addressed by strengthening in-country implementation support systems through trainings, regional exchanges and visits, and by providing technical assistance in partnerships with other development donors. A comprehensive assistance plan to government agencies in their support of implementation will be prepared. To ensure successful implementation, a cascade training approach will be followed, and support will also be provided through regional NGOs, public/private partnerships and service providers.

J. Timing

20. The programme is scheduled for design in late 2012/early 2013; the design completion mission is scheduled for the second quarter of 2013; the programme is expected to be presented at the December 2013 Executive Board. Implementation should commence in 2014.

Key file 1: Rural poverty and agriculture-/rural-sector issues

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Food security	Rural households particularly the poor, women-led households, ethnic groups that experience frequent hunger seasons	<ul style="list-style-type: none"> • Food insecurity and hunger seasons • Poor nutrition structure • Severe malnutrition of children under five 	<ul style="list-style-type: none"> • Partnership with agencies directly assisting nutrition and basic asset building • Diversified agricultural production • Fair access to and sustainable use of NTFP
Sustainable agriculture	Rural households particularly the poor, women-led households, ethnic groups living in resettled lowland and upland areas	<ul style="list-style-type: none"> • Inconsistent marketing of food crops and livestock • Lack of diversification • Excessive use of natural resources related to production • Absence of a sustainable community-based agricultural plan • Dry season with no or little production • Land constraints, fallows without cover crops • Competition from concessions • Lack of appropriate extension services to upland areas 	<ul style="list-style-type: none"> • Participatory Land Use Planning • Sustainable integrated farming system • Improved conservation practices in agriculture • Diversified on-farm and off-farm income generating activities • Capacity building
Farmers' organization	Rural households particularly the poor, women-led households, ethnic groups that rely on traditional subsistence farming techniques	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of mutual trust in merged villages making formation of producer groups more difficult • Individualized farming and marketing practices • Smallholder production with non-standardized quality and low volume • Poor access to market information and know-how 	<ul style="list-style-type: none"> • Promoting farmers' associations and cooperatives leading to organized farming and marketing • Build service capacities in contract farming and cooperative marketing among farmers' associations • Including the economically active poor in farmers' associations • Link farmers' associations to production sector specialization
Natural resource management	Rural households particularly the poor, women-headed households, and ethnic groups that rely on forest resources and traditional subsistence farming	<ul style="list-style-type: none"> • Increasing clearing of forest and land for commercial development • Over-exploitation practices of local communities in open access areas • Increasing agriculture exploitation by concessions • Unprotected biodiversity 	<ul style="list-style-type: none"> • Adaptive farming system • Fair access to and sustainable use of NTFP • Participatory Land Use Planning • NRM-driven processes and techniques
Extension support	Rural households, particularly those who intend to produce beyond the subsistence level Extension workers, especially those who intervene at district and village levels	<ul style="list-style-type: none"> • Site appropriate service support lacking • Technical services for uplands lacking • Intermittent support mechanism at village level • Professionals and technicians are not trained • Poor service mobility vs. wide and remote area of coverage • Lack of incentive system for consistent support at village level • Absence of coherence between overall community development objectives and available extension support 	<ul style="list-style-type: none"> • Demand-driven extension service • Expand private sector provisioning of technical services • Piloting effective extension support model at grassroots level • Replicate and scale up success stories • Technical training for extension staffs in skill and knowledge specialization and diversification • Piloting incentive system for village-level support • Integrate project support into the extension institutional network
Enabling environment for livelihoods	Rural households particularly the poor, women-led households, ethnic groups that experience frequent hunger seasons	<ul style="list-style-type: none"> • Primary subsistence needs yet to be met • Difficult access to health and medical care • Primitive sanitation and hygiene conditions • High illiteracy rate 	<ul style="list-style-type: none"> • Security of tenure of sufficient land for food security • Low-cost traditional irrigation and water harvesting systems • Partnership with agencies investing in improving conditions of health, education, sanitation and hygiene

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

<i>Organization</i>	<i>Strengths</i>	<i>Weaknesses</i>	<i>Opportunities / Threats</i>	<i>Remarks</i>
Enablers				
Ministry of Planning and Investment	<ul style="list-style-type: none"> • Coordination functions with other line agencies • Strong relationships with provincial leadership and Governor's offices • Good relationships with donors • Experience with project cycle management 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited technical capacity at all levels • No service delivery functions • Limited financial management and planning at provincial level and below 		<ul style="list-style-type: none"> • Responsible for coordinating NSEDP process • Statistical and research capacities
National Land Management Authority	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate for land titling including communal lands of ethnic groups • Representation in all districts 	<ul style="list-style-type: none"> • New agency with overlapping functions with MAF 	<ul style="list-style-type: none"> • Opportunity to partner with NLMA and Land and Natural Resources Research and Information Centre for appropriate land titling for upland areas • Staff at LNRRIC have updated skills, academic competence and close relations to proponents of debates in the National Assembly on land rights 	<ul style="list-style-type: none"> • New authority with mandate for land titling
Water Resources and Environment Agency (WREA)	<ul style="list-style-type: none"> • Strategic central location • Scope of mandate promotes integrated approach & mainstreaming climate and biodiversity 	<ul style="list-style-type: none"> • Lacks skilled staff at province and district level • Watershed management function largely unstaffed 	<ul style="list-style-type: none"> • Current external capacity development support to WREA leading to rapid improvement and can be further leveraged 	<ul style="list-style-type: none"> • Important partner for key CC and watershed management areas • Will play a key role in REDD oversight
Service Providers				
Ministry of Agriculture and Forestry (MAF)	<ul style="list-style-type: none"> • Qualified staff • Representation at all administrative levels • Good relationships with donors • Experience with project cycle management 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited financial management and planning at provincial level and below 	<ul style="list-style-type: none"> • Opportunity to empower MAF as key partner in agriculture to take on its mandated role 	<ul style="list-style-type: none"> • Regulatory and service delivery mandate • Ministry home to key service provider • Prepares strategies in response to Party Congress recommendations
MAF National Agriculture and Forestry Extension Services (NAFES)	<ul style="list-style-type: none"> • All PAFO and DAFO have extension mandates (PAFES and DAFES) • Mandate for technology extension • Well qualified staff at National and Provincial levels 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited capacities in local languages • Limited outreach to women • Limited collaboration with private sector • Limited expertise in integrated farming systems 	<ul style="list-style-type: none"> • LEAP project is executed from NAFES. • Opportunity to train village extension agents • Opportunities for greater and more transparent private sector linkages 	<ul style="list-style-type: none"> • Recently established national extension system with kumban level representation which primarily are DAFES staff that periodically meet with farmers at kumban level
MAF National Agriculture and Forestry Research Institute, and Northern Agriculture and Forestry Research Centre	<ul style="list-style-type: none"> • Trained staff • Sound experience in agricultural research and extension 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited number of staff and great demand for services • Weak representation at provincial and district 	<ul style="list-style-type: none"> • Opportunity to serve as research and extension mentor through linkages with NAFReC and PAFOs 	

<i>Organization</i>	<i>Strengths</i>	<i>Weaknesses</i>	<i>Opportunities / Threats</i>	<i>Remarks</i>
(NAFRI / NAFReC)		<ul style="list-style-type: none"> levels Limited experience scaling up innovations Limited direct interaction with farmers except in targeted research 		
MAF - Northern Agriculture and Forestry College (NAFC)	<ul style="list-style-type: none"> Higher Diploma Programme in Upland Agriculture started in 2010 Strong support from SDC Strong relationships with private industry 	<ul style="list-style-type: none"> Students have limited financial support and must grow food, cook and clean besides course work 	<ul style="list-style-type: none"> Link training to labour market Livestock and Fishery divisions Several students from ethnic minorities training to become extension workers 	<ul style="list-style-type: none"> Opportunities for supporting ethnic group, youth in target villages to become trained over three years in skills of importance for their home community
Ministry of Industry and Commerce	<ul style="list-style-type: none"> Qualified staff at National and Provincial levels Experience in skills development 	<ul style="list-style-type: none"> Unclear mandate re: trade regulation 	<ul style="list-style-type: none"> Opportunity to streamline regulations Threat of interference and collusion 	
Ministry of Health	<ul style="list-style-type: none"> Qualified staff 	<ul style="list-style-type: none"> Mandate exclusive to potable water; causes fragmentation re: integrated water management 	<ul style="list-style-type: none"> Opportunity to scale up past water innovation of IFAD and other donors. Opportunity to add value on nutrition / closing the food security loop 	<ul style="list-style-type: none"> Good track record in the design and delivery of clean water and sanitation systems
Transportation and Public Works	<ul style="list-style-type: none"> Qualified staff Existing construction planning cycle Good cooperation with other line Ministries 	<ul style="list-style-type: none"> Limited community involvement Limited O&M Small budget at provincial and district level 		<ul style="list-style-type: none"> Good partner for delivery of roads and other infrastructure

Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
World Bank	<i>Sustainable Forestry for Rural Development – AF (Additional Financing)</i> <ul style="list-style-type: none"> National policy formulation and development of Participatory Sustainable Forest Management models for Production Forest, timber revenue and benefit sharing arrangements with local communities, transparent timber sales procedures to maximize timber revenues, and timber products industry restructuring and Forest Inspection. 	Savannakhet, Saravan, Khammouane, Champasak (1st phase) and Sayabouly, Vientiane, Bolikhamxay, Attapeu and Sekong (2 nd Phase till 2012)	US\$23.5m (WB US\$10m 2009-11 and Govt of Finland US\$13.5m 2009-12)	Participatory sustainable forest management (PSFM); Forest and Land Use Planning within each demarcated village territory; Preparation of forest management plans at kumban level for villages located inside or on border of demarcated Production Forest Areas. No overlap with IFAD project areas in Sayabouly but in Attapeu's Sanxay and Sanmaxay districts.
	Lao Environmental and Social Project <ul style="list-style-type: none"> Management of land, forests and water 	Low land and upland areas	US\$7m. Closing on June 2013	Forest management Initiatives related to community and Biodiversity Investments
	Lao Upland Food Security Improvement Project <ul style="list-style-type: none"> Agricultural productivity improvement 	Upland. Sekong, Saravane and Attapeu	US\$14.6m. Closing in Dec. 2014 in cooperation with the Poverty Reduction Fund	<ul style="list-style-type: none"> Improved Farm Systems for Food Security Farm access roads Linkage with markets Irrigation
	Forest Carbon Partnership Facility, Readiness <ul style="list-style-type: none"> Preparation Proposal (R-PP) 2012 readiness implementation The Lao People's Democratic Republic selected among the few countries eligible for FCPF 	National level	R-PP endorsed in Washington DC November 2010 => access to Readiness Fund	A number of activities and pilots to be carried out in the Readiness Phase will require changes to legislation on benefit sharing, and, possible PES modalities, afforestation plans and forest conservation plans with communities
	Forest Investment Program (FIP) 2012 <ul style="list-style-type: none"> The Lao People's Democratic Republic selected among few countries globally to benefit from FIP WB with AsDB and others Scoping mission January 2011. 	National	FIP US\$20-30m out of CIF for the Lao People's Democratic Republic	FIP includes a Dedicated Grant Mechanism for Indigenous Peoples. SE Asia workshop for IP held in Vientiane end Jan 2011 to discuss implementation arrangements under FIP
	Poverty Reduction Fund (with SDC and AusAID) <ul style="list-style-type: none"> Participatory village and kumban planning Social and productive infrastructure 	Huaphanh, Sekong, Attapeu, Champasak, Saravan, Luangnamtha, Xienghuang	US\$20m for 2009 – 2011. New phase being designed	<ul style="list-style-type: none"> Includes responsive funding for local initiatives New programming in Attapeu and continued in Sekong. Room for partnering on livelihoods and productive infrastructure
AsDB	The Northern Rural Infrastructure Development Sector Project <ul style="list-style-type: none"> Irrigation systems and rural access roads together with associated initiatives to enhance agricultural productivity. 	Northern provinces of Bokeo, Luang Namtha, Oudomxay and Phongsaly, with a combined population of 760,000 people	A grant of US\$23m approved in Nov. 2010. Expected project duration: 2011 – 2017	<ul style="list-style-type: none"> Agricultural infrastructures Contract farming Commercialization for rural smallholders Integrated water resource management Eco-environment protection Support to indigenous people
	AsDB-IFAD Sustainable Natural Resources Management and Agricultural Productivity Enhancement Project	Five provinces of Champassak, Saravan, Savannakhet, Sekong and Attapeu 2009-2015	IFAD grant US\$15m AsDB US\$20m	NRM land use plans at provincial level. Screening sub-projects prepared by local bodies for project implementation, roads, irrigation
	AsDB-IFAD Northern Region Sustainable Livelihoods through Livestock Development Project	Five provinces of Bokeo, Luang Namtha, Luang Prabang, Xieng Khouang and Houaphan. (2007-2014)	IFAD grant US\$3m AsDB US\$10m SDC US\$3.5 m	The specific objective of the project is to enhance village livestock systems through improved livestock productivity and profitability under integrated upland farming systems.

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
	AsDB and Nordic Fund: Capacity Enhancement for Coping with Climate Change		Recently initiated. Workshop on work plan held end Jan 11.	National and provincial level capacity development (agriculture, forestry, water resources, energy). Policy review, institutional strengthening. Will have pilot project by end-2011
SDC	Poverty Alleviation in Remote Upland Areas, II	2008-2012 (-14) in Saysathan district of Sayabouly implemented by Care and District Agriculture and Forestry Office	US\$1.4m and US\$300.000 Care co-funding	Coincides with new IFAD project covering Saysathan district. Care implements components on livestock mobile clinic, tea growing, water supply and roads
	The Agro Biodiversity Initiative Project (TABI)	2009-11 (MAF, NLMA, WREA,) Alignment to National Agro-biodiversity Plan	CHF 743.015	Works on Communal tenure with LNRRIC of NLMA
	Small Scale Agro Enterprise Development in Upland Project (SADU) and Laos		On-going	Supported by CIAT and working through NAFRI, on market based approaches for food security
	Extension for Agriculture Project (LEAP), Laos			LEAP through Helvetas 3rd phase with NAFES. Main project on extension in the Lao People's Democratic Republic
	Agricultural Education Reform			Support to NARC (college for agricultural extension in Luang Prabang)
	Right link Lao (Right-Land, Information, Networking and Knowledge Lao)			Support for government and communities re forest and land laws and rights with VFI
	Northern Regional Upland Sustainable Livelihoods through Livestock Development Project (NRSLDP). with IFAD and AsDB			Joint SDC-IFAD-AsDB programme
WFP	<ul style="list-style-type: none"> • Food for Work • Food for Training • Purchase for Progress (P4P) 		On-going country programme and the Lao People's Democratic Republic as piloting country for P4P	<ul style="list-style-type: none"> • Food security and nutrition • Community infrastructures • Training • Agricultural market and support
GIZ	Rural Development in Mountainous Areas of the Lao People's Democratic Republic (RDMA) cofinanced with RLIP-IFAD <ul style="list-style-type: none"> • Technical assistance for local and regional NRM and economic development • Social development • Institutional development 	Attapeu, Sekong, Sayabouly	Ends 2012, new project to include elements of RDMA and the Land Management and Registration Project	<ul style="list-style-type: none"> • District and village participatory planning • Support to market access • Natural resource management • Participatory land use planning (PLUP) • Rural finance
	Land Management and Registration Project <ul style="list-style-type: none"> • 2008 and ongoing until 2012, then included in a new project as a Land Component from 2012 onwards covering land survey, LUP and land registration, private and communal land 		Works with NLMA on land registration	Possible collaboration with IFAD project in Sayabouly 2012 onwards with support to analytical work on communal agricultural (shifting cultivation) land registration as part of ongoing land registration
Lux Development	Bolikhamxay Livelihood Improvement and Governance Project <ul style="list-style-type: none"> • Works through MPI 	2010-2014	€6.6m	Agricultural and forestry extension, land ownership certification, and market promotion, rural infrastructure comprising schools, dormitories, village meeting halls, market centres, feeder roads and irrigation facilities through block-grant mechanism to the respective districts. The third major intervention is micro-finance and village development grants.

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
Agence Française de Développement (AFD)	Technical assistance to Agro-ecology sector (PROSA) <ul style="list-style-type: none"> • Agriculture of conservation • Partnership building • Technical training 	Northern highland	€1m, ongoing	<ul style="list-style-type: none"> • Farmers' associations • Value chain capacity building • Land titling • Marketing • Provincial governance
	Northern Uplands Development Program <ul style="list-style-type: none"> • Agriculture, marketing, value chain and environmental conservation • With financing from EC, SDC, BMZ (via GIZ), 	Luang Prabang, Ponsali, Huaphanh	€17.5m	<ul style="list-style-type: none"> • Farmer's association • Value chain capacity building • Environmental management • Extension capacity building
IUCN	Landscapes and Livelihoods Strategy <ul style="list-style-type: none"> • The Livelihoods and Landscapes (LLS) project supports IUCN Lao to work closely with the Government of Lao and local Lao communities to build knowledge and capacity in the management of natural resources. 			The IUCN the Lao People's Democratic Republic Country Programme Agreement is supported by the Swedish International Development Agency (Sida). The Country Programme Agreement (CPA) allows the IUCN the Lao People's Democratic Republic country office to foster relationships with key partners, develop programme areas and respond to emerging regional, national and local issues
UNDP /GEF	Improving the Resilience of the Agriculture Sector in the Lao People's Democratic Republic to Climate Change Impacts	2011-2014 NAPA Follow-up project 3 provinces and 5 districts Savannakhet Province: Outhumphone and Champhone districts Saravan Province: Kongsadon district Sayabouly Province: Phieng and Paklia districts	Approved by GEF-Sec Dec 2010 US\$4.45m from LDCF	NAFRI to implement and work with extension services. Strengthen knowledge base on CC, build institutional capacity, & introduce adaptive technologies on the ground. Demonstration sites; piloting community-based adaptation measures, including crop diversification, drought- and flood-resilient crop options & farming methods, low-cost water conservation/irrigation technologies. Micro watershed work
UNDP/GEF	Mainstreaming Biodiversity in the Lao People's Democratic Republic's Agricultural and Land Management Policies, Plans and Programmes	2011-2016	US\$2.265m GEF grant US\$3m co-finance from SDC/TABI Projected start date: March 2011	Will work closely with TABI Agro-biodiversity management to promote biodiversity, food security & quality of life. Will include farmers groups, farmer field schools, biodiversity-friendly farming including organic production, value chain research
UNDP/UNEP	Poverty Environment Initiative (PEI)		On-going	Build the long term capacity of the government to integrate environmental concerns in national development plans, investment management processes and poverty reduction strategies
UNDP/GEF/ AusAID	Small Grants Programme /AusAID Mekong and Asia Pacific (MAP), Community-Based Adaptation (CBA) Programme	August 2009 – June 2014	On-going	improve the adaptive capacity of communities, thereby reducing their vulnerability to the adverse effects of climate change risks
UNDP	Capacity Development on Disaster Risk Management		On-going	National Disaster Management Organization (NDMO). Enhance livelihoods of poor, vulnerable and food insecure populations through sustainable development

Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty Levels And Causes	Coping Actions	Priority Issues	Potential Response
<p>Moderately vulnerable 35% - 40% (including women, youth and ethnic groups)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Moderately food-secure Some involvement in value chains but share no premiums Contract farming 2+3 model is common Access to non-formal credit Risk of falling into poverty if adverse events take place Work for the better-off in the paddy fields 	<ul style="list-style-type: none"> Meet family needs with regular off-farm and on-farm incomes Access forest and river-based products to supplement daily food intake Sell livestock 	<ul style="list-style-type: none"> Increased application of improved and climate-resilient farming practices and techniques Improved integration in value chains Increased productivity and quality of farm produce Access to credit Improved access to markets, community infrastructures and support services 	<ul style="list-style-type: none"> Increased application of improved farming practices and techniques Income generating specialization and diversification Inclusive farmers' organizations Sustainable NRM and adaptive farming model Improved community infrastructures and facilities Capacity building <p>Security of tenure of communal land</p>
<p>The poor or the most vulnerable (including women, youth and ethnic groups) 50% - 60%</p>	<ul style="list-style-type: none"> No land or little Language barriers preventing access to information Food-insecure Low farm productivity Limited access to market Limited access to credit High vulnerability to natural disasters and increasing climate variability High expenditure on medicine and food Poor nutrition balance Low literacy level 	<ul style="list-style-type: none"> Become labourers for FDI, rubber plantations etc. Work for the better-off in the village Sell livestock Encroach on forest for new land Collect NTFP for food security High reliance on forest and river-based products to supplement daily food intake Depend on external assistance for survival 	<ul style="list-style-type: none"> Secure food security and better nutrition balance Access to sufficient land Need tenure security of communal lands against FDIs and land appropriation Access to extension services in own language Increase productivity, diversification and quality of farm produce Improved access to markets, community infrastructures and support services Access to credit 	<ul style="list-style-type: none"> Security of tenure of communal land Soil fertility management of fallow lands Improved and appropriate extension services, also in ethnic languages Increased application of improved and climate resilient farming practices and techniques Market linkages Productive infrastructures Capacity building